lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE PARAIT LE MARDI N° 147 — SEMAINE DU 22 AU 28 JUIN 1971 PRIX : 2 F

La grève à la S.N.C.F.

les syndicats reculent

mais les cheminots sont résolus

courrier des lecteurs

A Simca Bondy y'en a marre !

La majorité de l'usine est composée d'étrangers qui occupent les postes les moins qualifiés. La plupart d'entre nous sont Marocains, mais il y aussi des Maliens et des Algériens. Le patron profite de notre situation d'immigrés et des différences entre nous pour mieux nous tromper.

Les cadences augmentent de 20 % et les horaires journaliers montent de 9 heures jusqu'à 11 h 45 suivant la demande.

« Aux Fours, les conditions sont particulièrement insalubres : poussière due au sable, chaleur suffocante. Les tôles sont très lourdes et les accidents très fréquents vu l'âge du matériel. Quatre ouvriers, en moyenne par semaine pour ce seul atelier sont transportés à l'hôpital.

Les brûlures aux mains à cause des gants en loques, que les chefs racistes refusent de changer, sont quotidiennes ; les tôles sortant du four se décrochent et atterrissent sur les pieds ; les lunettes sont souvent brisées. Pour couronner le tout, si nous rouspétons, les chefs nous menacent de renvoi.

En cas d'accident, on nous donne un bon pour l'infirmerie et nous recommençons l'enfer un quart d'heure après. Pour les blessures plus graves, elles ne guérissent jamais du fait que les mêmes accidents se reproduisent continuellement.

Les salaires varient de 800 F au début à 1.400 F au bout de six ans.

Dans l'usine, le mécontentement est général mais il n'y a aucun syndicat sauf celui du patron, la C.F.T., pour qui tout va s'arranger.

Cependant, certains d'entre nous, surtout les nouveaux arrivants, essayent de faire grève.

Et la colère est telle que l'espoir est permis.

Nous savons très bien qu'il n'y a pas 36 solutions pour que nos revendications aboutissent.

Un ouvrier malien
de Simca-Bondy

Au « foyer du bâtiment et des métaux » à Poissy

Nous avons reçu d'un lecteur de la région parisienne la lettre suivante, qui décrit les conditions de vie des travailleurs immigrés au « Foyer du Bâtiment et des Métaux » de Poissy.

« J'ai eu l'occasion, la semaine dernière, de rendre visite à un camarade qui habite le « Foyer du Bâtiment et des Métaux » à Poissy. Ce foyer — comme son nom l'indique — est occupé par des travailleurs du bâtiment et des usines métallurgiques de la région, en particulier Simca.

« Dès qu'on franchit l'entrée, on est frappé par l'atmosphère de camp de concentration qui y règne. Il y a tout d'abord le guichet du gardien, puis neuf bâtiments en tôle du type de ceux que l'on utilisait après la guerre comme bâtiment d'urgence. Chaque bâtiment comprend cinq chambres qui sont elles-mêmes occupées par quatre travailleurs, la plupart Marocains ou Yougoslaves.

L'odeur de renfermé qui y règne est insupportable pour le nouvel arrivant, mais, comme me l'a dit l'un des occupants, « il faut bien s'habituer ». Ils sont tenus de faire eux-mêmes le ménage, et si l'état des sanitaires qui se trouvent au bout de chaque bâtiment est à peu près potable, le mérite n'en revient qu'à eux seuls.

« Les chambres mesurent environ cinq mètres sur trois. L'éclairage ? Une faible ampoule sans abat-jour au milieu de la pièce. Les fenêtres ? Deux vasistas métalliques de 60 cm sur 40 cm. La plupart ne fonctionnent pas. Les placards ? Chacun a un compartiment de vestiaire, du type de ceux qui sont utilisés dans la plupart des usines : environ 2 mètres de haut, 25 centimètres de large et 40 centimètres de profondeur. Le chauffage ? Une ouverture de quinze centimètres sur dix qui propulse en principe de l'air chaud. Pour avoir de l'eau, il faut se rendre au bout du bâtiment.

« Pour ce « palace », chaque occupant paye 120 F par mois, qui lui sont directement retenus sur sa paye — la confiance règne ! — ce qui rapporte aux propriétaires 480 F par mois et par chambre.

« Bien sûr, la plupart de ces travailleurs immigrés savent bien que ce n'est pas ce qu'ils attendaient en venant en France. Mais ils se sentent tellement isolés qu'ils osent à peine se plaindre. D'ailleurs, lorsqu'un occupant du foyer se plaint, on lui donne le « choix » : obtenir un logement décent à un prix trois fois plus élevé, ou encore partir se loger à 30 ou 40 kilomètres de là. »

Les difficultés administratives des travailleurs immigrés

Pour résider en France, les travailleurs immigrés doivent avoir un permis de séjour. Il leur faut donc se présenter régulièrement à la Préfecture de police (environ tous les trois mois) et par là-même se retrouver devant des tracasseries administratives humiliantes.

Pour ceux qui ne comprennent pas le français — et ils sont nombreux — quel désarroi ! Aucune compréhension, aucun respect, pas la moindre explication. Bien souvent, ils repartent sans avoir saisi le moindre mot, s'exposant ainsi à une engueulade de ces messieurs de l'Administration lors de la prochaine convocation. De plus, aucun local couvert n'a jamais été prévu pour abriter ces travailleurs qui font une queue durant de longues heures. On les parque dehors, pire que du bétail, en dépit des intempéries.

Pour la naturalisation, lorsqu'on sait parler le français les épreuves subies sont similaires, « mais avec quelques égards ».

Un exemple assez caractéristique : ma propre expérience. Pour ma demande de naturalisation, il m'a fallu passer par la préfecture de police, le consulat, le ministère des Finances, etc., bref, près de six mois d'attente. Quand mon dossier fut complet et déposé, j'eus droit à une enquête préliminaire sur tout ce qui touchait à ma vie professionnelle et privée (opinions politiques, gens fréquentés, activités, etc.).

Et pour clore le tout, mon « enquêteur » ne trouva rien de mieux à me dire que : « Il vous faudra attendre un minimum de 12 mois, car il nous faut faire une enquête complète sur vos activités, les gens que vous fréquentez (voir si je m'assimilais, voir si, étant étudiante, vous n'avez jamais eu de « difficultés » avec la police... Nous pouvons venir enquêter chez vous à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit... Et puis, ma foi, estimez-vous heureuse de ne pas être de nationalité algérienne, car en ce moment « on les saque ». Il n'y a pas de raison, n'est-ce pas, de leur offrir la nationalité française ? »

Et là-dessus tout un baratin sur les Algériens, le pétrole, etc... Devant ces propos racistes, il faut encore garder son calme et la fermer.

Trois mois après, je reçus un avis de la préfecture me disant que mon dossier était à l'étude et que tout allait bien.

Tout était donc pour le mieux. Mais, le lendemain, un second avis me convoquait à la préfecture, munie de 2 timbres de 0,50 F. J'y allais donc et, en échange de mes deux timbres, on me tendit... non point ma nationalité française, mais tout mon dossier. J'étais ajournée à deux ans. Pourquoi ? « Monsieur le ministre ne donne jamais de raison » !!! Et pourtant, n'est-ce pas parce que je suis, sinon Algérienne, du moins originaire d'Afrique du Nord ?

Une lectrice tunisienne.

Un anarchiste et l'unité des révolutionnaires

Camarades,

Depuis déjà longtemps lecteur de votre journal, je me suis rendu dimanche et lundi à votre fête, qui me semble avoir été un succès.

Juste un petit reproche à vous faire.

Vous qui voulez former le Parti Révolutionnaire pourquoi ne pas avoir élargi cette fête à d'autres organisations dites gauchistes.

A mon avis ce parti ne devra pas regrouper que des gens appartenant à une même tendance car on arriverait à former un nouveau P.C., ce qui n'aurait pour moi aucun intérêt.

Pour former un parti constructif, il faut que plusieurs tendances y voisinent.

Je suis socialiste libertaire et prêt à adhérer à un tel parti. Certains anarchistes vous diront, je ne peux pas travailler avec des troskystes. Il faut se souvenir de Kronstadt, Makhno, Pas mal d'autres groupes diront on ne peut pas travailler avec des anars, ce sont tous des petits-bourgeois.

Il faut oublier ces vieilles querelles et se grouper face à la bourgeoisie. Il faut former un parti où tous puissent s'exprimer sous peine de retomber dans les erreurs du passé et d'arriver petit à petit, comme le disait Trotsky, à ce que « le parti se substitue à la classe ouvrière, le Comité central au parti et le dictateur au Comité central ». Pour moi, il n'y a pas de modèle de révolution socialiste, nous devons la construire à partir de plusieurs éléments.

Personne ne possède la ligne juste, comme le disent certains. Tout le monde fait des erreurs un jour ou l'autre par rapport à quelqu'un d'autre. Pour éviter cela il faut tous travailler ensemble, nos divisions nous desservent et font la force de la bourgeoisie et des soi-disant partis de gauche.

Si un jour un tel parti se construit, je suis certain que la victoire sera toute proche. Car, pour abattre l'Etat existant il nous faut une organisation puissante et vivante, qui montre le véritable visage du socialisme.

Salutations révolutionnaires.

J.C. V. - 92 - Colombes.

Notre position sur l'unité des révolutionnaires est bien connue. La campagne que nous avons menée en Mai 68 pour qu'elle se réalise au sein d'un même parti aussi. Nos efforts pour que, chaque fois que cela est possible, cette unité se fasse, de même. Et sans vouloir nous jeter des fleurs, nous pouvons tout de même affirmer que si la plus large unité des révolutionnaires, anarchistes, maoïstes et trotskystes a pu se faire le premier mai 71 à Paris c'est encore grâce à nos efforts.

Ceci dit, pour réaliser l'unité, il faut être deux... au moins, et c'est peu quand il s'agit de l'extrême-gauche de ce pays. Or, bien souvent, nous sommes restés seuls à prêcher cette unité. La question que tu nous poses, il faut donc surtout la poser à tous les autres.

Au sujet de notre fête — qui n'est certes pas l'activité où la nécessité de l'unité se fait le plus sentir — nous sommes persuadés qu'aucune tendance révolutionnaire ne partage notre conception. Ou, du moins, qu'aucune ne la partageait avant que nous démontrions dans la pratique que la réalisation était possible... et le résultat un succès. Les discussions que nous avons eues ici ou là nous le prouvaient abondamment. Le peu d'empressement mis par les organisations à qui nous avions offert un stand de s'en préoccuper aussi.

Dans ce cas, que devons-nous faire d'autre que d'entreprendre tout seuls ce que nous estimons nécessaire pour le mouvement révolutionnaire ? Ce que nous faisons chaque jour dans des domaines bien plus importants que la fête, comme le travail d'entreprise ou le journal, par exemple ?

lutte ouvrière

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Impression : Roto technic Offset
Tél : FLA. 37-07

Composition :
4, rue du Bouloi

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince
75 - Paris-6e

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	**30 F**
	1 an :	**50 F**
sous pli fermé :	6 mois :	**70 F**
	1 an :	**130 F**

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS 6851-10

Éditorial

La grève à la S.N.C.F.

Les syndicats reculent mais les cheminots sont résolus

LES cheminots sont maintenant en grève depuis bientôt deux semaines. Et ils sont bien décidés à continuer.

Vendredi dernier, au su des « propositions » de la Direction SNCF, la réponse des travailleurs du rail a été quasi unanime : la Direction se moque de nous, nous continuerons.

Et la presse, comme les directions syndicales, ont eu le plus grand mal à trouver les quelques secteurs qui auraient décidé de reprendre le travail. On ne sait d'ailleurs rien des conditions réelles dans lesquelles cette décision a pu être prise et la même presse a dû expliquer un peu plus tard que certains de ces secteurs avaient décidé à nouveau... la grève l'après-midi même, comme à Cherbourg par exemple. De toute façon, ils se comptent sur les doigts de la main, une dizaine peut-être au plus sur les milliers de dépôts, de triages, de chantiers, d'ateliers et de gares que compte le réseau SNCF. Partout ailleurs, l'énorme majorité, et le plus souvent l'unanimité, des grévistes, comme à la gare de Lyon ou à la gare du Nord, a affirmé sa volonté de continuer jusqu'à satisfaction.

En fait, malgré la fiction de grèves décidées localement et renouvelables toutes les 24 heures, fiction maintenue par les directions syndicales CGT et CFDT qui dirigent le mouvement, pour tous les cheminots en lutte, il s'agit bien d'une grève générale et illimitée.

Parce que les cheminots, comme tous les travailleurs de ce pays, en ont « ras le bol ».

Ils en ont assez de voir leur niveau de vie grignoté par la hausse des prix, malgré l'accord sur les salaires signé entre la Direction et les syndicats en janvier et qu'on leur présentait à l'époque comme une garantie d'échelle mobile.

Ils en ont assez de voir leurs conditions de travail empirer d'année en année, de voir la SNCF supprimer des dizaines de milliers d'emplois, ramener le nombre des cheminots de 350.000 à 270.000 en quatre ou cinq ans alors que le trafic et le travail augmentent chaque jour.

Ils en ont assez, en un mot, de faire les frais de l'exploitation capitaliste comme tous les travailleurs de ce pays.

Et ils sont décidés à lutter, comme l'ont déjà fait ou le font bien d'autres travailleurs de ce pays, la métallurgie par exemple.

Car les grèves de ces mois de mai et juin, celle de Renault, celle d'Usinor, celle de la Polymécanique et toutes les autres, quelqu'ait été leur résultat, ont renforcé la combativité des cheminots.

Au moment de la grève Renault, des grèves avaient aussi éclaté à la SNCF, en particulier dans la région Méditerranée. Les cheminots étaient prêts à se joindre à leurs camarades de la métallurgie. Et Renault et la SNCF en grève, en même temps, c'était en fait le déclenchement de la grève générale. Les directions syndicales ont alors tout fait pour empêcher la grève de s'étendre à la SNCF.

Elle n'en a éclaté que plus fort, plus soudainement et d'une manière plus déterminée quelques semaines plus tard.

Lors des dernières négociations entre les directions syndicales et la Direction, celle-ci a cru pouvoir se moquer des cheminots. Car c'est se moquer que de leur faire les propositions qu'elle a avancées.

C'est se moquer que de proposer quelques dizaines de francs supplémentaires pour les plus bas salaires... à rembourser dans les mois ou l'année qui suivent. C'est se moquer que de proposer d'arrêter la compression des effectifs jusqu'en septembre alors que tous les cheminots savent qu'en juillet et en août, mois de vacances, la SNCF, manquant encore plus de personnel qu'en temps ordinaire, doit stopper cette compression et même embaucher provisoirement un certain nombre d'auxiliaires.

Certes, cette attitude de la Direction lui est facilitée par l'attitude des directions syndicales, elles-mêmes.

L'attitude des cinq fédérations « jaunes » d'abord bien sûr, FO, CFTC, EGAAC, FAC et CGC, qui s'opposent à la grève, qui s'opposent même dans les négociations à l'attribution d'une prime exceptionnelle. On ne peut s'affirmer plus clairement du côté des patrons. Pourtant, le mouvement actuel prouve bien qu'elles ne comptent pas.

Mais la CGT et la CFDT, qui ont déclenché ce mouvement, semblent aujourd'hui surtout embarrassées par son ampleur et sa détermination. En refusant d'affirmer bien clairement qu'il s'agit d'une grève générale de la SNCF, en refusant, surtout, de présenter des revendications valables et correspondant à la combativité et à la volonté des cheminots, elles tournent le dos aux intérêts de ceux-ci, et facilitent l'intransigeance de la Direction SNCF et du Gouvernement.

N'est-ce pas ridicule, lorsqu'on est le porte-parole d'une grève comme celle-ci, de déclarer d'avance, comme les Fédérations CGT et CFDT l'ont fait en cette fin de semaine, que l'on se satisferait d'une promesse de prime pour l'année prochaine et d'une avance, dans l'immédiat (oui, d'une avance, à valoir sur le salaire de l'an prochain !).

Les cheminots ont bien d'autres revendications ! Ils le disent d'ailleurs clairement dans les assemblées qui ont lieu quotidiennement dans les gares, les dépôts, les chantiers ou les ateliers.

Ils veulent la prime de 300 F, mais tout de suite, et pour tout le monde.

Ils veulent une augmentation de salaire substantielle et uniforme pour tous les grades. Ils veulent qu'aucun traitement ne soit inférieur à 1.000 F.

Ils veulent l'arrêt définitif de la politique de compression de personnel et une nouvelle embauche qui permettrait de réduire réellement le temps de travail et l'intensité de celui-ci.

Tout cela ils le veulent. L'ampleur et la détermination du mouvement actuel prouvent que les cheminots ont la possibilité de l'obtenir, malgré la trahison des directions syndicales qui cherchent à faire reprendre le travail.

sommaire

EN FRANCE

● **Leur nouvelle société**

Page 24
— L'ordre de M. Marcellin.

● **Politique intérieure**

Page 6
— Le Congrès de l'Unité socialiste.

● **Dans les entreprises**

Pages 4 et 5
— La grève à la SNCF.
Page 14
— Echos des entreprises.
Page 15
— Gougne-Pongor en grève.
— Troisième semaine de grève à SEV-Motorola (Blois).
— Grève de 24 heures dans les banques.
Page 16
— Verrerie Domec : les syndicats sabotent la lutte.
Page 17
— Bourgeois : la lutte continue.
Page 18
— Des briseurs de grève dans le syndicat du Livre.
— Renault-Flins : la reprise au C.K.D.

● **Mouvement révolutionnaire**

Page 11
— Revue de presse d'extrême-gauche.
Page 6
— A propos du Secours Rouge.
Page 22
— Lukacs ou l'art d'être fidèle à tout le monde.

DANS LE MONDE

MAROC
Page 7
— Liberté pour les accusés du procès de Marrakech.
MEXIQUE
Page 7
— L'attaque du « Coral Sea ».
MOYEN-ORIENT
Page 7
— Les criminels auront le temps d'aller loin.
PAKISTAN
Page 8
— Images de la barbarie du monde impérialiste.
TURQUIE
Page 9
— Echec du réformisme militaire.
USA
Page 10
— La stérilité forcée : une nouvelle forme de racisme.
USA - CHINE
Pages 12 et 13
— Quand Washington hésitait entre la reconnaissance et la rupture.

DIVERS

Pages 19 et 20
— Feuilleton.
Page 21
— Livre : le syndicalisme en Grande-Bretagne.
Page 23
— Cinéma.

LA GREVE DE

APRES dix jours de grève on peut affirmer que la détermination des cheminots n'était entamée en rien. Cela est d'autant plus remarquable que pratiquement, aucune occupation d'établissement n'a été décidée. Bien que les syndicats CGT et CFDT aient tendance à gonfler l'influence néfaste des cinq fédérations « jaunes », celles-ci n'ont aucune influence sur le déroulement de la grève.

En effet, si la presse écrite et parlée commente abondamment des pourcentages absolument faux de trains de voyageurs en circulation, le trafic marchandises lui, est insignifiant. Et c'est bien cela qui fait s'alarmer les capitalistes : leurs stocks s'accumulent. Ils commencent à s'affoler de voir la production leur rester sur les bras, d'autant plus que juillet est précisément le mois le plus fort de l'année pour le trafic marchandises.

Les fédérations CGT et CFDT n'ont jamais précisé auprès des cheminots, la moindre revendication, mise à part la prime de 300 F. Et pourtant, alors que les cheminots sont en grève illimitée et que le temps travaille pour eux, ce serait le moment d'avancer des revendications mobilisatrices qui correspondent à l'ampleur du mouvement :

— la prime de vacances de 300 F pour tous ;
— l'augmentation uniforme de 200 F par mois et pour tous ;
— traitement de base minimum de 1 000 F par mois ;
— l'arrêt complet et définitif des compressions d'effectifs et l'embauche de nouveaux agents en vue de l'application immédiate des 40 heures.

Et bien entendu le paiement intégral des jours de grève (déjà obtenu en mai 68).

D'ailleurs beaucoup de cheminots, y compris parmi les militants CGT étaient persuadés jusqu'à dimanche, qu'on se battait dans cette perspective. Le jeu des bureaucrates syndicaux consiste à éviter de poser la question des revendications sur le tapis, devant l'ensemble des grévistes.

Samedi, les fédérations ont commencé leur entreprise de démoralisation. On peut lire par exemple dans un communiqué CGT-CFDT daté du 19 juin à 20 h 30 : « En dépit de cette combativité qui s'exprime dans certaines consultations de cheminots en grève, la Direction refuse d'aller au delà des concessions acquises, dont l'effet n'est pas immédiat » (souligné par nous). Dans « certaines » consultations ? Mais pratiquement partout, on a voté avec détermination la poursuite du mouvement !

Des « concessions acquises » ? Lesquelles ? La Direction propose d'avancer à juillet le 1 % d'augmentation prévu pour septembre.

De payer une prime remboursable en trois mois ou à défalquer de la masse salariale de 1972 et de nous faire payer les jours de grève en trois fois ou de nous les compter en congés. Les syndicats considèrent le premier point comme un recul de la Direction. Le deuxième a été retiré par la Direction après le refus des 5 fédérations « jaunes ». Et ils prennent acte du troisième. Ils jugent par ailleurs positif le fait que la SNCF s'engage à stopper les compressions d'effectifs jusqu'en septembre alors que, c'est bien connu, de toutes façons, il n'y a jamais de compressions en juillet et en août à la SNCF, au contraire on embauche des auxiliaires.

De qui se moquent-ils ?

En fait, les dirigeants des fédérations CGT et CFDT n'ont plus qu'un seul but : faire reprendre le travail. Toute la journée de dimanche, les dirigeants et délégués CGT ont travaillé au corps les militants présents sur les secteurs en grève pour leur faire admettre qu'il fallait reprendre. Le communiqué de samedi soir est d'ailleurs explicite à ce sujet : « De surcroît, le renforcement des actions au plan national, seul capable de faire céder le gouvernement, n'est pas pour le moment envisageable. »

Au moment où nous écrivons, les dirigeants syndicaux s'apprêtent à trahir le mouvement. Mais rien ne dit que les cheminots se laisseront faire.

Comment a démarré la grève à Austerlitz

A Austerlitz, les directions syndicales avaient appelé, dès le jeudi 3 juin, les catégories agents de train, agents de conduite et contrôleurs, à une grève tournante de durée indéterminée : pour une augmentation de salaire de 6 % principalement.

La grève démarrait le 4 au dépôt d'Orsay, mais le travail reprenait le dimanche 6 au soir sans rien avoir obtenu.

Le jeudi 10, la grève va reprendre à l'initiative de la section C.G.T. des contrôleurs d'Orsay, qui va voter pour savoir s'il faut attendre ou non les syndicats pour faire grève. Une forte minorité des votants se prononcent pour la reprise du mouvement sans les syndicats. L'exemple est donné, et les dépôts de St-Michel et Ivry prennent le relais des contrôleurs d'Orsay.

Les délégués arrivent après la bataille, pour annoncer une grève de 24 heures sur les revendications suivantes : 6 % d'augmentation et prime de vacances de 300 F. Un délégué C.G.T. s'entendra dire par un cheminot : « on n'a pas besoin de toi pour faire grève ».

Les cheminots en sont déjà à organiser des roulements en se couchant sur les voies pour empêcher certains « jaunes » de prendre leur service (le trafic est, de toute façons, réduit à 15 % de la normale). Le vendredi matin, les négociations entre la Direction et les syndicats ont commencé.

Les revendications avancées par les syndicats sont les suivantes : augmentation de salaire de 6 %, prime de vacances de 300 F, et quatre repos supplémentaires par an (soit 96 au lieu de 92).

Pour mieux convaincre les cheminots, on leur expédie une meute de C.R.S. qui sont reçus de la même façon que l'avaient été leurs « collègues », le 4 (les gardes mobiles avaient été accueillis par des projectiles lancés par les cheminots barricadés dans les wagons).

Le samedi matin 12 juin, la presque totalité des cheminots sont en grève.

Ils attendent le résultat des nouveaux pourparlers ; le mécontentement est grand, et on parle de bloquer les départs de vacances au 1er juillet si les 6 % ne sont pas accordés.

Des papillons écrits à la main circulent :

« Ségalat, Chaban, nous voulons 6 %. »

« Austerlitz, Avignon, même combat. »

« Nous voulons la prime de vacances. »

Quant aux délégués des syndicats, dans cette affaire, ils n'ont pas même informé les grévistes des résultats des négociations : les syndiqués doivent écouter la radio pour se tenir au courant de l'activité de leurs élus...

Aux ateliers de Vitry

Aux ateliers de Vitry, nous sommes en fait en grève illimitée depuis vendredi 11 juin.

Chaque jour, une assemblée réunit les grévistes et les responsables syndicaux qui font le point de la situation.

Il est souvent question d'occuper les locaux, car quelques-uns, surtout des cadres, viennent malgré tout travailler. Et si les partisans de l'occupation sont nombreux, c'est aussi parce que les syndicats nous disent de durcir l'action et, durcir l'action, cela devrait justement vouloir dire occuper les locaux. Mais, chaque fois, la C.G.T. trouve un prétexte pour remettre l'occupation à plus tard. La seule chose qui a été faite dans ce sens l'a été vendredi, où quelques-uns des plus déterminés ont barré le passage aux « jaunes ». Une quinzaine d'entre eux ont alors renoncé à entrer. Mais les choses en sont restées là et la C.G.T. s'est opposée à l'occupation disant que nous n'aurions pas les forces de tenir tout le week-end.

Chacun se sent parti pour une longue grève et s'il semble bien que l'occupation des locaux n'aura pas lieu devant les hésitations des syndicats, aucun d'entre nous n'a l'intention de reculer.

A la gare de Paris-Lyon

Depuis le début de la semaine dernière, en gare de Lyon, la combativité des cheminots n'a cessé de croître de jour en jour. Cela s'est traduit, dès lundi, par une affluence et une attention plus grande lors des meetings, tandis que les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. se préoccupaient enfin de l'organisation de la grève en appelant, dès lundi, à former des comités de grève par secteur et des piquets. De nouveaux services, comme les aiguilleurs, à peine touchés jusque-là, entraient enfin dans le mouvement.

Lundi après-midi, le meeting qui se déroulait dans la petite cour du 40, rue de Châlon, a été animé. Dès le début, l'ambiance était chaude. De vieux cheminots évoquaient les souvenirs des grèves de 47 et de 53, où les grévistes s'étaient battus contre les C.R.S. Un premier délégué a parlé, d'une fenêtre du premier étage, pour expliquer — sans trop de succès — que ce n'étaient pas les syndicats, mais la Direction qui avait rompu le contrat.

Il était fréquemment interrompu : *« Fallait pas signer » « Ça fait vingt ans que ça dure ».* Ensuite, il y a eu un supplément visiblement pas prévu au programme. Un jeune contrôleur de route est venu parler à la fenêtre « en son nom personnel ». Il a proposé qu'on place comme premier point des revendications, une augmentation mensuelle uniforme de 200 francs pour tous et demandé un vote. Quelques mains se sont levées. Mais, malgré l'approbation qu'on sentait dans l'assemblée, il y a eu un moment de flottement.

Un délégué C.F.D.T., cadre, en a profité pour prendre la parole et noyer le poisson. Il a rappelé que la revendication de la prime de vacances était une très vieille revendication et que, d'ailleurs, elle serait uniforme de 300 F pour tous. Dans l'histoire, le vote est passé à l'as.

L'ORGANISATION DES COMITES

Le lendemain, mardi matin, au square Lesage, un jeune délégué C.G.T. a commencé à dire avec des « chers camarades », longs comme le bras, que le meeting était une réunion d'information où, par conséquent, seules les organisations syndicales pourraient parler.

Il a proposé que chaque comité de grève élise quelques délégués qui seraient mandatés pour discuter de tous les problèmes posés par la grève.

C'est ainsi qu'en réunion du comité exécutif le président a proposé d'élire comme délégués les membres d'un « bureau du comité » déjà formé, mais dont presque personne n'avait entendu parler jusque-là. Il a lu une liste qu'il n'y avait plus qu'à ratifier. En toute démocratie.

Depuis la question des revendications n'est plus revenue sur le tapis en séance publique. Les délégués préfèrent s'en tenir à des généralités.

La cote des syndicats, auprès des grévistes, a remonté à la suite de la manifestation centrale de mercredi et de la fermeté qu'ils prétendaient montrer dans les négociations.

LA MANIFESTATION DE JEUDI

Jeudi, le moral était au beau fixe. Lors du meeting de l'après-midi, un délégué a annoncé qu'on allait manifester de la rue de Châlon au square Lesage, en passant devant la gare *« pour ne pas que vous vous engourdissiez les muscles ». « Rassurez-vous, la manifestation est autorisée par la S.N.C.F. »*

Un groupe de jeunes a pris la tête de la manifestation, en lançant : *« Ce n'est qu'un début, continuons le combat ».* Le ton était donné. Ensuite, ça a continué avec *« Occupons la gare »* et *« Augmentation uniforme »* largement repris. Il fallait voir la mine des délégués s'allonger, surtout lorsque des manifestants s'asseyaient en traversant les boulevards en criant : *« Tous assis ».*

Une nouvelle manifestation, spontanée cette fois, a suivi le meeting de vendredi matin et a traversé tout le hall de la gare aux cris de *« Les usagers avec nous ».*

A la réunion du vendredi soir, les grévistes attendaient quelque chose. Un jeune contrôleur de route a proposé l'occupation, mais il n'a pas été suivi, car la majorité des cheminots n'y est pas prête pour le moment.

Quoiqu'il en soit, l'intransigeance de la Direction ne s'est pas traduite par un découragement mais, au contraire, par un durcissement du mouvement. Pour le moment, les représentants syndicaux n'évoquent même pas la possibilité de la reprise. A l'heure où nous écrivons, les cheminots de la gare de Lyon ne semblent pas disposés à brader la grève pour des miettes.

S CHEMINOTS

A la gare du Nord

A la gare du Nord, nous sommes chaque jour plusieurs centaines à assister aux meetings.

Ceux-ci durent environ une demi-heure, mais les cheminots sont là bien avant et surtout, restent bien après pour discuter entre eux.

La prime de vacances de 300 F a été la seule revendication précise formulée par nos syndicats.

Au meeting de jeudi, un camarade s'est avancé vers le micro et a demandé publiquement la parole. Après un temps d'hésitation, le délégué la lui a donnée. Il a défendu la revendication des 200 F d'augmentation uniforme des salaires. Les applaudissements qui ont suivi sa prise de parole témoignent de la popularité de cette revendication. Quatre autres camarades ont d'ailleurs pris aussi la parole pour appuyer les 200 F d'augmentation uniforme.

Le délégué C.G.T. a ensuite donné le micro à un cadre C.G.T. qui a parlé de la nécessité de la hiérarchie alors qu'il prétendait répondre à l'augmentation égale pour tous. Interprétant à sa manière l'intervention de notre camarade, il s'est ensuite lancé dans un long discours sur le « socialisme démocratique » qui devrait être l'émanation de « l'unité de la gauche », etc.

Parlant au nom des syndiqués F.O. en grève, un camarade signala que la plupart des cheminots F.O. de la gare du Nord étaient en grève depuis le premier jour et que les fédérations jaunes ne représentaient plus qu'elles-mêmes, c'est-à-dire rien.

Un tract signé « des syndiqués F.O. en grève » fut distribué le lendemain prenant notamment position pour les 200 F d'augmentation uniforme, la prime de 300 F et le paiement des jours de grève.

Après onze jours de grève, les meetings regroupent toujours autant de cheminots sinon plus.

La poursuite de la grève votée chaque jour, a toujours fait l'unanimité.

Les cheminots de la gare du Nord ont le moral et sont fermement résolus à faire céder la Direction.

Au dépôt de La Plaine

C'est avec des discussions animées que se déroulent les assemblées générales de tous les jours. Entre-temps, dans la journée, les heures se comblent avec des jeux de pétanque et jeux de cartes devant le bureau de commande du chef de feuille. Cela dérange certains. Le chef d'établissement trouve que ça fait pression sur ceux qui voudraient travailler. (Il n'a pas osé le dire devant les grévistes présents, mais au délégué en aparté.)

Ce ne sont pas les délégués les plus ardents dans la grève. Il y en a même un qui a insisté vendredi pour inviter les roulants à « analyser la situation », car dans certains endroits, quelques cheminots avaient repris le travail. Il faut croire que les roulants de la Plaine l'ont fait mais sans doute pas dans le sens voulu par ce délégué, puisque bon nombre d'entre nous, après dix jours de grève, ne sont pas près à reprendre avec des broutilles.

Au chantier du Landy

La grève va son train train. S'il lui faut faire des étapes de 24 heures (renouvelables), elle se poursuit et cela depuis le jeudi 10 juin. Les cheminots la mènent avec un fort désir d'obtenir les revendications posées. Pourtant, elles restent mal définies et dans les interventions du délégué (C.G.T. seulement), la prime de vacances prend beaucoup de place par rapport au reste des revendications. Des discussions sur l'occupation, ou la manière d'empêcher les jaunes de rentrer sur le chantier n'ont pu aboutir dans les faits, car la liberté du travail était défendue même par nos représentants syndicaux. Ainsi cela permettait à quelques agents de maîtrise et quelques-uns d'exécution de travailler. Les rapports de discussion nous ont été parfois présentés avec certains points positifs, mais nous ne nous sommes pas laissés abuser. Et ce n'est pas avec des miettes que nous reforons rouler les trains.

Au dépôt de Paris-sud-ouest

Depuis le 9 juin, premier jour de grève, les roulants du Dépôt (150 à 200) se réunissent en assemblée générale. Au début, dans les communiqués communs CGT, CFDT, un certain nombre de renvendications étaient posées telles que : prime de 300 F, augmentation des salaires, 40 heures en 1973, etc.

Depuis le 17 juin, lendemain de la manifestation des cheminots et aussi de l'arrêt des négociations, le ton des organisations syndicales a changé, ainsi que leurs méthodes. Lors des assemblées générales, les délégués offraient la parole à tous. Un certain nombre de camarades l'ont prise pour demander les uns, une augmentation uniforme, les autres, le paiement des jours de grève, d'autres encore d'occuper les locaux, de manifester dans la rue, de mettre dehors les jaunes, etc.

Les syndicats ne pouvaient faire face à ces interventions publiques sans révéler leurs véritables intentions. Aussi ont-il décidé de faire parallèlement des assemblées de syndiqués séparées.

C'est là que, par exemple, la CGT a commencé à parler de reprise, en y mettant des formes bien sûr. Pour le moment il s'agit de tâter le terrain. Ainsi avons-nous entendu un responsable CGT dire : « Camarades, si nous reprenons le travail sans avoir rien obtenu, ce qu'il ne faut pas, c'est s'engueuler ; il faut rester dans l'unité. »

Le lendemain à la même assemblée, un roulant ayant pris la parole pour dire que puisqu'il en était ainsi, il reprendrait le travail, le responsable CGT, à la stupéfaction de tous : « Camarade, au moins toi, tu as le courage de tes opinions, aussi j'aurai plaisir dans l'avenir à discuter avec toi ».

Malgré tout la combativité des roulants n'est pas entamée et chaque jour, des camarades de plus en plus nombreux interviennent et prennent conscience du rôle qu'ils doivent et devront tenir pour ne pas être trahis.

A Rouen

A Rouen et à Sotteville, le mouvement de grève a débuté le jeudi 10 juin, à 21 h 30.

Ce jour-là, les organisations syndicales nous appellent à une grève de 24 heures, renouvelable. Seuls, les ateliers de Quatremare (environ 1.300 gars) ne débrayent pas, les délégués C.G.T. du coin se refusant à appeler à la grève.

Le vendredi, les syndicats organisent un meeting nous appelant à reconduire la grève de 24 h. Au cours de ce meeting, un jeune travailleur ayant demandé à intervenir (au nom de ses camarades de la gare de Petit-Quevilly qui lui avaient demandé d'être leur porte-parole), un cégétiste (secrétaire de la cellule du P.C.F. de Sotteville) s'interpose pour l'en empêcher : une discussion assez vive suivit où le secrétaire du P.C.F. est pris à parti par des travailleurs qui condamnent son attitude anti-démocratique.

Le samedi soir, à 20 h, alors que de petits groupes de gars occupent les postes vitaux, les flics, appelés par la Direction, menacent d'intervenir. Devant cette menace, pour éviter toute « provocation », les syndicats appellent à se retirer. Depuis, il n'y a plus d'occupation des locaux.

Les jours suivants, de nombreux meetings se succèdent avec souvent une manifestation en ville (entre 600 et 1.000 participants) à chaque fois aussi enthousiaste, aux cris habituels de : *« augmentez nos salaires »* et *« gouvernement-Direction, négociez »*.

Malgré le dynamisme de quelques jeunes, appuyés par certains travailleurs plus âgés, qui réclament l'occupation des locaux, une organisation effective de la grève et la formation d'un comité de grève, l'organisation de collectes aux portes des entreprises de la région, les syndicats se refusent à faire quoi que ce soit et laissent pourrir la grève, ne voulant prendre aucune initiative.

Jeudi après-midi, certains d'entre nous ayant demandé à la C.F.D.T. l'autorisation de former une commission jeune intersyndicale, il leur a été répondu que c'était impossible...

Aujourd'hui (jeudi 17 juin), nous restons dans l'attente : à l'heure actuelle, pas mal d'entre nous pensent que nous devons continuer la grève jusqu'au bout.

Mercredi 16 mai

Des milliers de cheminots ont manifesté

Jeudi dernier, 17 juin, les organisations syndicales appelèrent, dans chaque meeting, les cheminots de région parisienne à manifester jusqu'à la gare Saint-Lazare.

Deux cortèges partant l'un de la gare d'Orsay, l'autre de la gare du Nord, devaient se joindre à hauteur de la place Kossuth, pour descendre jusqu'à la rue d'Amsterdam.

Dès 10 heures, la gare du Nord était noire de monde. Le temps était beau, l'ambiance joyeuse et décidée. On était content et un peu surpris de se retrouver si nombreux. Et puis, regroupés derrière les banderoles des syndicats locaux, nous avons commencé à descendre la rue de Maubeuge. Les slogans étaient scandés avec force : *« Augmentez nos salaires »*, *« Notre prime de 300 F »*.

On entendait aussi un pitoyable *« Des ronds, Pompon »*, scandé sur l'air des lampions et l'inévitable *« Ohé Pompidou... »* sur l'air du petit navire. Des slogans un peu plus combattifs avaient également du succès : *« Guibert, si tu continues, tous les cheminots te botteront les fesses... »*, etc. Un groupe de jeunes regroupés derrière la banderole C.G.T. - C.F.D.T. de Juvisy, était remarqué, car il criait avec force : *« Ce n'est qu'un début... »*, *« les contrats ne paient pas, seul le combat paiera »* et *« augmentation uniforme »*, qui avait beaucoup de succès.

Une banderole C.F.D.T. des Ateliers de Vitry, assez remarquée, portait la mention *« augmentation uniforme des salaires »*. Bien entendu, au passage, le siège de la Direction a été hué.

La manifestation se terminait par un meeting dans la cour de la gare Saint-Lazare, rue d'Amsterdam, où tout le monde ne pouvait pas tenir.

Martin, de la C.F.D.T., et Massabiaux, de la C.G.T., ont pris la parole. Tous deux ont félicité les cheminots pour leur combativité. Martin a précisé qu'on se battait pour la prime de 300 F pour tous et le relèvement des bas salaires, sur un ton assez lyrique et sentimental.

Le discours de Massabiaux s'adressait beaucoup plus au gouvernement et à la Direction qu'aux cheminots. Son principal argument était que ce n'étaient pas les fédérations C.G.T., C.F.D.T. qui avaient rompu le contrat, mais la Direction S.N.C.F. Il disait aussi, finalement, que les cheminots ne demandaient pas grand-chose et que la satisfaction de leurs revendications coûterait beaucoup moins cher à la S.N.C.F. que la grève. Mais, les cheminots en lutte ont pu se compter et mesurer leur combativité. C'est en ça que la manifestation a été positive.

Le congrès de “ l'unité socialiste ”

UN « nouveau » Parti Socialiste est né à Epinay-sur-Seine, la semaine dernière. Et s'il n'a guère, jusqu'à présent, précisé ce qu'il a vraiment de nouveau, il a en tout cas atteint un but : on s'est mis à reparler un peu des socialistes comme d'un parti. Après les différentes déconfitures essuyées depuis 1968, l'éclatement de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste à l'automne 68, les lamentables 5 % de Defferre aux présidentielles de 1969, et les brouilles successives entre les socialistes mollestistes et les Conventionnels de Mitterrand, sans parler des autres nuances, c'est déjà un petit succès de publicité qui n'est pas négligeable.

Quant à savoir ce qui a été sérieusement décidé lors de ce Congrès, c'est déjà chose plus difficile. La seule chose certaine, c'est que l'ont voit maintenant François Mitterrand, la Convention des Institutions Républicaines à sa suite, siéger dans le même parti que Guy Mollet et les vieux chevaux de retour de la SFIO. Cela dit, discussions en commission, votes indicatifs, amendements et motions en tout genre se sont succédés dans une atmosphère de grenouillage intensif qui montre que sur ce plan au moins, le « nouveau » parti Socialiste n'a rien à envier à l'ancien !

Il se trouve pourtant un assez grand nombre de journaux pour affirmer que ce Congrès a vu un « tournant à gauche » du Parti Socialiste sous la houlette d'un Mitterrand « novateur » opposé à un Guy Mollet minoritaire et résigné.

On a en effet pu voir le spectacle pittoresque d'un Mitterrand se livrant à de grandes déclarations « conquérantes » et même « révolutionnaires » : « Il faut conquérir le terrain perdu sur les communistes (...) La conquête doit se faire aussi chez les gauchistes ainsi que chez les libéraux qui acceptent l'héritage démocratique et refusent la tyrannie capitaliste ». **Et d'ajouter :** « Je le dis clairement, il n'y aura pas de société socialiste sans l'appropriation collective des principaux moyens de production et d'échange ». **Et enfin :** « violente ou pacifique, la révolution c'est d'abord la rupture. Celui qui n'accepte pas la rupture avec l'ordre établi, celui-là ne peut être adhérent du Parti Socialiste. »

Diable ! Mitterrand, vieux routier des gouvernements de la Quatrième République, serait-il sur la voie du «gauchisme» ? A vrai dire, ces déclarations grandiloquentes ne trompent personne, même les plus naïfs. Elles font partie du cérémonial de rigueur dans un tel congrès. Il fallait bien que Mitterrand se déclare «socaliste» pour pouvoir accéder au secrétariat général du nouveau parti. Ce secrétariat vaut bien une déclaration de principes, c'est-à-dire pas grand chose.

En fait, la seule orientation politique d'importance qu'ait débattue le congrès d'Epinay, c'est le problème de l'alliance avec le PCF. Et sur ce plan, on a vu les différentes tendances s'affirmer, en chœur, sur tous les tons, leur « attachement à l'union de la gauche ».

Mitterrand a même déclaré qu'« il n'y aura pas d'alliances électorales sans programme électoral, il n'y aura pas de majorité sans contrat de majorité. Il n'y aura pas de gouvernement de gauche sans contrat de gouvernement ». **Ne voilà-t-il pas le** « programme commun de gouvernement » **cher au PCF accepté ?**

Seule « L'Humanité » **ne semble pas si satisfaite que ça. Loin de se réjouir de voir des** « ennemis de l'unité » **tels Mauroy et Defferre, voter la motion de Mitterrand qui exclut** « toute stratégie de troisième force » **et préconise l'alliance avec le PCF, on voit René Andrieu reprocher à la motion Mitterrand de l'avoir emporté... grâce aux** « adversaires de l'unité » !

C'est qu'il n'y a rien de bien surprenant à voir le Parti Socialiste pencher presque unanimement vers l'unité de la gauche, y compris la fraction de Defferre, pourtant la plus hostile au PCF. Les élections législatives de 1973 approchent, et il est temps de s'y préparer. Et au PS, de Poperen à Defferre, on est bien conscient que la seule formule qui puisse permettre quelque succès, c'est l'union de la gauche qui permet invariablement au Parti Socialiste de voir ses députés élus grâce aux voix communistes. En tous cas, entre l'UDR à sa droite et le PC à sa gauche, le PS n'a guère le choix ! L'UDR a les dents longues, et comment préserver les fromages électoraux du PS sans un accord électoral avec le PCF ?

Mitterrand prépare les élections législatives de 1973. (Ph. A.F.P.)

Alors pourquoi cette mauvaise humeur de « l'Humanité » **? C'est que ce congrès d'Epinay a vu du même coup François Mitterrand se tailler un rôle de vedette du « nouveau parti » et se permettre d'assortir l'union de la gauche de conditions visant à demander au PC de répondre à des questions précises et à vérifier si** « le PC manifeste dans sa pratique politique une détermination à tenir ses engagements. »

La nécessité inflexible de préserver les fromages électoraux obligera bien au moins à une unité électorale en 1973. Mais Mitterrand précise qu'il faudra encore, pour cela, un certain nombre de courbettes de la part du PCF. Celui-ci a beau le savoir d'avance, et être déterminé une fois de plus à se faire aussi plat qu'une limande dans sa poursuite du mirage de l'union de la gauche, cela ne fait jamais plaisir de s'entendre dire ce genre de choses...

André FRYS

A propos du Secours Rouge

RECONNAISSANT l'échec de sa politique au sein du Secours Rouge, la Ligue Communiste a pris ses distances à l'égard de cette organisation. Il eut infiniment mieux valu et pour la Ligue et pour l'ensemble du courant trotskyste s'épargner cet échec, facile à prévoir et contre lequel pour notre part nous ne cessions de mettre en garde nos camarades de la Ligue.

Mais puisque maintenant l'erreur est commise et l'échec patent, il faut au moins en tirer leçon, sérieusement et honnêtement.

Ce n'est pas ce qui est fait dans l'avant-dernier numéro de **Rouge** dans l'article qui porte le titre — en lui-même éloquent d'une certaine manière de poser le problème — **« Qui a saboté le Secours Rouge ? ».**

Il n'est ni sérieux, ni honnête de se contenter d'accuser d'autres de sabotage ; de se contenter de rejeter la responsabilité du fiasco du Secours Rouge sur les seuls courants maoïstes, en ne se reconnaissant finalement comme erreur que la naïveté d'avoir pensé pouvoir collaborer avec ces courants. Ce n'est ni sérieux, ni honnête, mais surtout — et ceci découle de cela — ce n'est pas de cette manière que l'on devient plus armé pour éviter des erreurs similaires dans le futur.

La perspicacité politique n'est pas un don, elle s'apprend même à partir des erreurs, à condition de ne pas en rester à se désoler des maléfices du sort et du comportement des autres.

« Il est apparu que nous avions commis une erreur dès le départ en croyant à la possibilité de construire une réelle organisation de masse permanente contre la répression avec les courants ultra-gauche », affirme l'article.

Non, l'erreur n'a pas été d'avoir cru possible une **« organisation de masse permanente »**, en tout cas, la démonstration que cela n'est pas possible, n'a assurément pas été faite par la Ligue.

L'erreur, c'est d'avoir cru qu'il est possible de bâtir une telle organisation sur des bases confuses, sans programme clair, sans que cela soit la création consciente et réfléchie de groupes révolutionnaires majeurs, sachant mesurer et définir d'un commun accord ce qu'il est possible de faire ensemble et ce qu'il n'est pas possible de faire. La Ligue a préféré la confusion politique, l'équivoque, l'unité de façade derrière laquelle les groupes menaient une sourde lutte d'influence qui, dans la confusion voulue et acceptée par la Ligue elle-même, ne pouvait être que — pour reprendre les expressions de l'article — **« manipulatoire », « bureaucratique », « dans le plus pur style du vieux congrès de l'U.N.E.F. de la pire période »,** etc.

Le Secours Rouge n'avait nul besoin de saboteurs pour devenir ce qu'il est — parce qu'il l'a toujours été

Aujourd'hui encore, **Rouge** affirme avec assurance que les **« critiques de Lutte Ouvrière »** ne sont pas fondées. Et de formuler à notre encontre, dans deux phrases successives — deux reproches parfaitement contradictoires !

« En refusant toute organisation de masse sur la répression ou sur l'Indochine, Lutte Ouvrière, **dans les faits, se trouve en dehors de toutes les campagnes réelles en se contentant de simples commentaires de presse. »** Et ceci, après avoir terminé la phrase précédente en soulignant que les militants de la Ligue avaient été les premiers à s'opposer à notre projet **« de réunir dans un même parti les trotskystes, les maoïstes, le PS.U., etc. ».**

Il eut été préférable que le rédacteur de l'article se souvienne lui-même, en nous le rappelant, que nous ne refusons nullement **« toute organisation de masse ».** Si elle l'avait voulu, si elle avait su saisir l'occasion rare qui s'est présentée en Mai 68, l'extrême - gauche révolutionnaire constituerait aujourd'hui une organisation regroupant des dizaines de milliers de membres. Si les organisations révolutionnaires, tant maoïstes que trotskystes, avaient su surmonter l'esprit de chapelle, le sectarisme borné, l'incapacité de comprendre les aspirations de milliers de jeunes, ouvriers et étudiants, qui découvraient les révolutionnaires et se tournaient vers eux, elles auraient pu élaborer ensemble un accord clair qui, tout en permettant l'expression libre et publique de chaque tendance, aurait permis de mettre en commun ce qu'il était possible de mettre en commun.

L'occasion de 68, qui ne se reproduira peut-être plus avant longtemps, a été manquée. La Ligue fait bien de rappeler qu'elle a sa part de responsabilité. A l'unité des révolutionnaires, établie sur des bases claires et publiques, la Ligue a préféré l'ersatz du Secours Rouge, l'avorton tardif des espoirs unitaires suscités par 68. Soit. Mais qu'elle ne prétende pas aujourd'hui que nous refusons toute organisation de masse.

Pour terminer, un mot tout de même sur les considérations de l'article de **Rouge** sur ce qu'il appelle **« les oppositionnels communistes »** du S.R. La Ligue considère que, **« en dépit de leur passé, leur présence aux côtés des révolutionnaires a même été une victoire pour nous ».**

Question d'opinion sur l'éthique révolutionnaire peut-être. Mais nous ne voyons nul motif de fierté pour des révolutionnaires de côtoyer d'anciens ministres bourgeois, qui, eux, **tes, le P.S.U., etc. ».**

Georges KALDY.

LIBERTÉ POUR LES ACCUSÉS DU PROCÈS DE MARRAKECH

Hassan et Oufkir : un tandem d'assassins à la tête d'une société pourrie.
(Ph. UPI.)

DEPUIS le lundi 14 juin se déroule à Marrakech le procès de 193 personnes dont une trentaine est jugée par contumace.

Quatre-vingt accusés sont ouvriers ou employés, quarante-deux sont des petits paysans, vingt-quatre des commerçants ou des artisans. Les autres accusés sont des membres de l'enseignement, des étudiants et des avocats.

La première vague d'arrestations eut lieu à la fin de l'année 1969. Dès cette époque, selon la revue française **Esprit** : « **On évalue à une centaine le nombre des personnes qui ont ainsi disparu. Les familles ne sont au courant officiellement de rien et ont reçu la consigne de se taire.** » Les arrestations se sont poursuivies durant toute l'année 1970. Actuellement, outre ces accusés, plus d'un millier de personnes croupissent dans les geôles marocaines.

Les chefs d'inculpation sont : attentat et tentative d'attentat contre le régime et atteinte à la sécurité de l'Etat.

C'est la cinquième fois en quinze ans que la monarchie marocaine a recours à ces accusations pour justifier ses mesures de répression. Le dernier procès en date se déroulait à Marrakech, en octobre 1963. Plusieurs accusés furent condamnés à mort et exécutés et vingt-cinq autres condamnés à des peines allant de quinze à vingt-cinq ans de prison.

Pendant cinq ans, de juin 1965 à 1970, le Maroc vécut sous « l'état d'exception ».

Ce régime de terreur policière est le seul que le tandem Hassan II-Oufkir juge possible face au mécontentement populaire.

La société marocaine est pourrie. A toutes les tares de l'exploitation capitaliste s'ajoutent les survivances les plus iniques de la féodalité. Sur une population de seize millions de personnes il y a sept cent mille chômeurs qui s'entassent dans les bidonvilles. Quarante pour cent des Marocains âgés de vingt à trente ans n'ont pas de travail ! Quant à la paysannerie, elle n'est pas mieux lotie : le revenu annuel d'un paysan est inférieur à cinq cent francs.

Et au milieu de cette misère s'étalent, insolentes et provocatrices, la richesse et la magnificence de ceux qui habitent des palais ou de somptueuses villas : grands féodaux, grands bourgeois et hauts fonctionnaires. En tout, quelques centaines de milliers de personnes qui concentrent entre leurs mains 50 % du revenu national.

Devant cette criante injustice sociale les explosions de colère ne sont pas rares. Elles sont à chaque fois noyées dans le sang.

Des centaines de personnes furent ainsi assassinées en mars 1965 lors des émeutes des chômeurs de bidonvilles. Oufkir en personne (l'actuel ministre de l'Intérieur, responsable de l'enlèvement et de l'assassinat en France de Ben Barka), du haut de son hélicoptère jouait de la mitrailleuse. Sa célébrité, Oufkir l'avait déjà acquise en octobre 58 lors d'une opération de répression dans le Rif, en glissant dans le capuchon des quelques prisonniers une grenade dégoupillée avant de les faire courir...

En novembre 1970, six paysans furent assassinés par les forces de répression alors qu'ils s'opposaient pacifiquement à une expropriation de terre illégale.

L'arbitraire et le despotisme sont tels que le très bourgeois parti de l'Istiqlal se trouve dans l'opposition. Et même s'il ne s'agit là que d'un calcul prudent pour l'avenir, ce fait est significatif de l'impopularité du régime.

Les accusés n'appartiennent pas à l'Istiqlal mais à l'U.N.F.P. qui en est une scission survenue en 1959. L'Union Nationale des Forces Populaires est le parti de la petite bourgeoisie libérale. Mais du fait de la démagogie de ses dirigeants et de l'absence d'un véritable parti révolutionnaire, c'est derrière ce parti que se regroupent les ouvriers et les paysans hostiles au régime. Sa popularité se concrétisa pendant les brèves périodes où il fut toléré par d'importants succès électoraux. C'étaient hélas les seules perspectives, bien limitées, que ce parti offrait aux masses exploitées et opprimées.

Ce parti a déjà subi plusieurs fois la répression. Plusieurs de ses dirigeants et militants ont été fusillés ou simplement abattus au coin d'une rue. Des dizaines d'entre eux ont été condamnés à de lourdes peines de prison. En 1965, alors qu'il était à Paris, son principal dirigeant, Ben Barka fut enlevé avant d'être assassiné, par des sbires d'Oufkir avec la complicité de la police française.

Cette fois-ci encore, le complot dont ils sont accusés a été bâti de toutes pièces. A tel point qu'en décembre 70, les juridictions militaires qui devaient juger les accusés se déclarèrent incompétentes pour connaître des faits mentionnés dans les procès-verbaux de la police. D'ailleurs, selon un communiqué daté du 18-1-71 du Front National (qui regroupe l'U.N.F.P. et l'Istiqlal) : « **Toutes les victimes, à quelques exceptions près, ont subi les tortures les plus atroces... C'est dans de telles conditions qu'ont été obtenus « les aveux spontanés et concordants » dont est constitué le dossier de l'accusation.** »

Cette répression que mène Hassan II et Oufkir reçoit tout l'assentiment de l'impérialisme français qui, s'il s'est résigné en 1956 à donner l'indépendance au Maroc n'en a pas moins gardé de très nombreux et importants intérêts.

C'est là une raison supplémentaire pour les révolutionnaires français de dénoncer ce procès et de réclamer la libération des emprisonnés.

Jacques LAFONT.

Mexique

Les criminels auront le temps d'aller loin

DES civils armés ont, la semaine passée à Mexico, semé la panique dans une manifestation pacifique d'étudiants. Le bilan : plusieurs dizaines de morts (au moins dix, puisque c'est le chiffre officiel) et une centaine de blessés.

On comprend que ces incidents sanglants aient créé dans la population de Mexico émotion et colère.

Ce qui fait que le président Etcheverria s'est senti obligé de promettre le châtiment des coupables, « des groupes minoritaires qui sont désireux de mettre le gouvernement en difficulté ».

Ceux qu'il désigne de la sorte sont des groupes droitiers, car au Mexique, le phénomène « gauchiste » tel que nous le connaissons au travers de groupes organisés, n'existe pas.

L'opposition révolutionnaire reste diffuse. Et seuls les groupes d'extrême-droite apparaissent en forces constituées, de plus en plus actives et virulentes.

Ces groupes n'ont pas encore l'audace des tristements célèbres escadrons de la mort du Brésil qui, depuis des années, règlent le sort des leaders et des militants de gauche à coups d'assassinats. Mais à coup sûr, ils s'y entraînent.

Et contre ce genre de police parallèle qui assure son ordre à sa manière, le gouvernement sait, dans tous les pays, fermer les yeux.

Pour ménager sa popularité, le gouvernement mexicain s'adresse aux étudiants, promet que les procédures pour juger les détenus politiques qui pourrissent dans les geôles depuis 68, seront accélérées. (C'est justement pour cela que la manifestation tragique avait été organisée.)

Mais pour punir les assassins fascistes, on ne propose que des discours..., et une enquête qui, soyons-en sûr, ne risque pas d'aller très loin. Et la démission du maire de Mexico et celle du chef de la police, sont de bien piètres mesures, même si elles veulent passer de la part de fonctionnaires gouvernementaux, comme des preuves de bonne volonté pour faire avancer l'enquête en toute indépendance.

Et rien, vraiment rien d'efficace, au Mexique comme au Brésil, ou dans tous ces pays où la bourgeoisie regarde d'un œil attendri vers les groupes fascistes capables d'apporter leurs bons et loyaux services contre toute l'opposition étudiante et ouvrière, ne sera fait contre des criminels qui bénéficient de l'appui de la police et des hauts fonctionnaires.

Anne GARBE

L'attaque du "Coral Sea" : un rappel

LE Front Populaire de Libération de la Palestine a revendiqué l'attaque dont a été l'objet, le 11 juin, le pétrolier « Coral-Sea » qui transportait du pétrole à destination de Eilat, le port israélien de la Mer Rouge.

La presse israélienne a vigoureusement protesté en s'adressant aux grandes puissances maritimes. « Que font celles-ci, *demandent les Israéliens,* pour assurer la liberté et la sécurité des mers ? », *en même temps qu'ils émettent des remises en question voilées du cessez-le-feu.*

L'Etat d'Israël menace-t-il les grandes puissances d'une reprise de la guerre ? Il est très difficile de dire que ses menaces sont sérieuses. Mais ces réclamations adressées aux grandes puissances, les avertissements lancés à l'Egypte qu'on menace de représailles, peuvent être considérées comme autant de mises en demeure de régler définitivement le problème palestinien.

Car le F.P.L.P. a réussi par cette attaque à rappeler son existence, celle du problème palestinien, et la poursuite de son combat à tous ceux qui pensaient que le problème palestinien et les organisations de résistance n'étaient plus que de mauvais souvenirs.

Or, le règlement du problème palestinien, tel que le conçoit Israël, c'est l'écrasement définitif de la résistance palestinienne dont l'existence a toujours constitué le principal obstacle au « règlement politique » du conflit que souhaitent tous ceux qui sont engagés directement ou non au Proche-Orient.

Malgré toute leur bonne volonté, ni Hussein de Jordanie, ni les grandes puissances qui le soutiennent, ni les Etats arabes qui le couvrent, n'ont réussi à liquider la résistance palestinienne. Pour cela, il aurait fallu supprimer les causes du problème palestinien.

Quelle que soit la volonté des grandes puissances, d'Israël, des pays arabes, ils ne peuvent empêcher que les Palestiniens réclament leur droit à l'existence tant qu'on leur refusera.

André ROUSSEL.

Des millions de réfugiés pakistanais menacés par le choléra

Images de la barbarie du monde impérialiste

FEMMES hagardes, enfants décharnés, vieillards squelettiques, tel est le sinistre tableau des réfugiés du Pakistan Oriental fuyant campagnes et villes pour venir s'entasser dans les Etats frontaliers de l'Inde, le Bengale en particulier. Tous sont menacés par l'épidémie de choléra qui continue ses ravages et risque de s'étendre à la population même de l'Inde et surtout à Calcutta où des millions de citadins vivent dans les pires conditions d'hygiène et de santé, parqués dans les bidonvilles et taudis de fortune.

Ces réfugiés sont au nombre de cinq millions selon les journaux indiens, cinq millions à avoir quitté leur pays après la sauvage répression exercée par l'armée gouvernementale du Pakistan Occidental à la suite des élections du début de l'année 1971. Cinq millions de Pakistanais, Hindous pour la majorité, mais aussi de confession musulmane (ceux-là occupaient des postes de cadres, fonctionnaires ou petits propriétaires) qui ont dû fuir leur pays devant les atroces exactions de Yahya Khan.

Ceux qui ont vu les actualités télévisées ne sont pas prêts d'oublier cette vision d'horreur. Les mieux lotis parmi les réfugiés sont accueillis dans des camps (une vingtaine) hâtivement installés dans quelques points de l'Inde. Là une poignée de médecins lutte avec les moyens du bord pour enrayer la terrible maladie qui menace. Un bol de riz constitue la seule nourriture, mais elle est toutefois préférable à la bouillie de racines qui est le lot des autres réfugiés.

Ces exilés, ces centaines de milliers de réfugiés sont ainsi condamnés à mourir de faim ou de maladie, victimes de la sauvage répression des troupes de l'armée d'Islamabad mais aussi de l'incurie et de la folie de notre monde capitaliste. Car, qui a prévu et consenti la moindre aide, le moindre secours aux réfugiés ? De la Chine à l'Inde en passant par les grandes puissances occidentales, tous les gouvernants se sont contentés de propos humanitaires, de mises en garde solennelles quand ce n'est pas de discours de solidarité adressés aux assassins d'Islamabad comme ce fut le cas pour Pékin. Ces mêmes puissances qui trouvent argent et moyens lorsqu'il s'agit d'envoyer des armées destinées à mater une révolte à Ceylan se trouvent soudainement impuissantes et démunies, comme ce fut déjà le cas lors du cyclone qui ravagea le même Pakistan Oriental il y a quelques mois, et aujourd'hui devant l'afflux des victimes de la guerre civile.

Oui, la solidarité des puissants de ce monde existe lorsque leurs propres intérêts sont directement en jeu, lorsqu'il s'agit dans un coin du monde de mater une révolte ou d'écraser une insurrection. Mais leur seule réponse devant les misères et les souffrances

d'un peuple opprimé et momentanément vaincu est l'indifférence et le mépris. Ce que vont devenir les centaines de milliers de réfugiés leur importe bien peu. Dans le meilleur des cas, ceux-ci connaîtront l'existence misérable des Palestiniens, parqués depuis plus de vingt ans dans des camps qui tiennent du camp de concentration. Et ils n'auront droit de la part de ceux qui nous gouvernent et de tous les bien-pensants de ce monde qu'aux regards apitoyés et à une commisération dont ils n'ont que faire.

N. BLETTRY.

Communiqué des étudiants mauritaniens en France

DEPUIS la visite-inspection de Pompidou en Mauritanie, la lutte qui oppose le régime néo-colonial au mouvement démocratique a pris de nouvelles dimensions. Il semble, de toute évidence, que l'impérialisme français veut, par l'intermédiaire de ses valets locaux, liquider définitivement le mouvement syndical.

Plusieurs dirigeants syndicaux furent emprisonnés sans motif. Une grève générale déclenchée à la suite de ces arrestations est sauvagement réprimée : tous les grévistes sont révoqués ou suspendus de leur fonction ; ils ont, en outre, été expulsés de leur logement. Malgré ces mesures de type fasciste, le mouvement de grève ne désarme pas. Au contraire, il se renforce de jour en jour et la lutte du peuple mauritanien contre l'impérialisme ne cesse de se développer et de s'étendre. Ses développements méritent d'être portés à la connaissance de l'opinion internationale et particulièrement française.

Le 1er mai, les travailleurs mauritaniens sont empêchés de célébrer cette fête que la classe ouvrière a arrachée après de longues années de lutte ; le régime néo-colonial interdit toute manifestation en dehors de celles qu'il organise sous le patronage du traître Fall Malick (1) qu'il tente depuis longtemps d'imposer aux travailleurs. Ces derniers décident de se rendre au meeting gouvernemental pour protester contre cette mesure arbitraire ; ils sont accueillis par des grenades lacrymogènes et les coups de matraque des forces de répression. Il y eut plusieurs blessés.

Le 10 mai, les dix-neuf syndicalistes détenus arbitrairement depuis le 10 janvier déclenchent une grève de la faim pour exiger d'être jugés. Le régime tente d'étouffer cette grève en les isolant totalement. Une manifestation organisée par les parents et les femmes des militants emprisonnés se déroule, le 11 mai, pour exiger de les voir.

Ils auront gain de cause le jour même.

Dès le 12, des manifestations de soutien aux grévistes de la faim ont lieu, principalement à Nouakchott, plusieurs interpellations eurent lieu surtout à l'occasion de la grande manifestation populaire qui s'est déroulée le 13. A la suite de ces manifestations et en prévision du procès qui, sous la pression populaire, a dû être fixé pour le 18, une véritable chasse aux militants syndicalistes a sévi. Plusieurs d'entre eux sont, soit détenus, soit expulsés de Nouakchott pour être assignés en résidence surveillée dans les coins de brousse les plus reculés. D'autres sont tout simplement contraints à vivre dans la clandestinité.

Le 16 mai, ce fut à Atar que se déroula l'une des plus imposantes manifestations populaires. Pour protester contre la fascisation et exiger la libération des emprisonnés, les manifestants ont occupé la résidence du gouverneur et y ont tenu un très grand meeting. Après cette manifestation, seize démocrates furent arrêtés et ils sont, jusqu'à présent, détenus à Atar.

C'est dans cette atmosphère de lutte que s'est tenu le procès des dix-neuf syndicalistes. Ce procès, bien que tenu à huis-clos, fut une véritable accusation du régime. Son résultat est une grande victoire pour le mouvement démocratique mauritanien. En effet, tous les détenus furent libérés ; sept d'entre eux sont condamnés à deux mois de prison avec sursis.

Mais le mouvement de grève se poursuit car la victoire n'est que partielle : plusieurs syndicalistes sont encore détenus, d'autres sont persécutés ; les libertés démocratiques et syndicales sont toujours confisquées par le régime et un grand nombre de travailleurs sont encore licenciés pour fait de grève.

Les travailleurs mauritaniens sont plus que jamais déterminés à poursuivre leur lutte et particulièrement la grève qui se déroule depuis janvier jusqu'à leur victoire finale.

Cette lutte qui se développe très rapidement depuis les massacres de Zouerate, en mai 1968, où plusieurs ouvriers furent tués pour avoir lutté contre l'exploitation féroce dont ils sont victimes de la part de la grande société impérialiste MIFERMA, est, par essence, dirigée contre l'impérialisme et en particulier l'impérialisme français.

C'est pourquoi tous les démocrates anti-impérialistes français doivent la soutenir. Ce soutien doit se traduire à l'heure actuelle par une dénonciation de la fascisation montante du régime néo-colonial de Ould Daddah.

A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS !

VIVE LA LUTTE DU MOUVEMENT DEMOCRATIQUE MAURITANIEN !

Les Etudiants mauritaniens en France

(1) *Fall Malick :* ancien secrétaire général de l'Union des Travailleurs Mauritaniens (U.T.M.). Il est actuellement député du régime.

Turquie :

Echec du réformisme militaire

LE récent coup d'Etat et les troubles qui l'ont accompagné ont attiré l'attention sur ce pays de 33 millions d'habitants qui, depuis plus de 10 ans, va de crise en crise.

Pourtant la Turquie constitue le type même du pays sous-développé qui a tenté, dès la fin de la première guerre mondiale, de construire une nation moderne sous les auspices du général Kémal Attaturk et de colonels modernistes qui n'ont pas hésité à collaborer avec l'U.R.S.S.

L'échec de la tentative kémaliste, son incapacité et celle de ses successeurs à moderniser réellement le pays et à dominer les contradictions du sous-développement a valeur d'exemple.

Il symbolise l'échec de tous les colonels qui, parfois au nom d'un vague « socialisme national », prétendent suivre le même chemin.

Issu des rangs des officiers du Sultan, Mustapha Kemal le dépose en 1923 et proclame la république dont il devient le premier président. Il le restera jusqu'à sa mort en 1938.

Une tentative originale...

Quelle a été l'œuvre de Kémal Pacha ?

Attaturk a été l'un des précurseurs du « nationalisme de gauche » et du « socialisme national » qui sont tellement en vogue dans le « tiers monde » aujourd'hui.

Prétendant sortir la Turquie de son état arriéré, Mustapha Kémal impose d'abord la laïcisation totale : séparation de l'Eglise et de l'Etat, suppression des écoles coraniques, des tribunaux religieux et des derviches (ordres religieux).

Il émancipe la femme et tente de suivre l'exemple de l'Occident en toutes choses : du vêtement (le chapeau remplace le fez) à l'écriture (alphabet latin) en passant par l'adoption du système occidental de poids et mesures.

Une constitution est votée par un parlement élu pour quatre ans au suffrage universel. Cependant la « démocratie » turque n'alla jamais beaucoup plus loin que le port du costume civil par le militaire au pouvoir.

Dans les années 1929-33, années où le régime tente de se consolider, Mustapha Kémal n'arrive pas, malgré les privilèges fiscaux accordés à l'industrie privée et le renforcement des barrières douanières, à développer même un début d'industrialisation.

Aussi, devant la faible croissance de l'économie, l'Etat décide à partir de 1933 de nationaliser les secteurs de base.

L'Etat devient lui-même entrepreneur. Un plan quinquennal favorise un certain développement de l'industrie textile, du sucre, de la chimie, du ciment et de la pâte à papier.

L'agriculture, par contre, voit sa production stagner.

Quel bilan peut-on tirer de 15 ans de dictature kémaliste ?

Bien avant Nasser, « Ghazi » («le Victorieux ») a tenté de construire une industrie nationale indépendante et de promouvoir des réformes sociales.

Mais les mesures, bien limitées, qu'il a prises, ses successeurs n'ont pas pu continuer à les appliquer.

... mais éphémère

Le quasi monopole du commerce extérieur a été supprimé par le « démocrate » Mendérès : ce dernier a, en effet, dû faire appel aux capitaux américains pour éviter que l'économie turque ne s'effondre.

La laïcisation totale promulguée par Mustapha Kémal a été fortement battue en brèche : l'enseignement religieux est redevenu obligatoire à l'école primaire ; l'Etat a fait construire plus de 5.000 mosquées en quelques années.

La priorité à l'industrialisation (l'industrie n'est en fait développée que dans l'Ouest du pays) et surtout l'industrie lourde a rencontré une vive opposition de la part des gros propriétaires terriens qui ont imposé à l'Etat le soutien des prix agricoles ainsi que diverses mesures d'aide technique à l'agriculture.

Seule subsiste la « planification », abandonnée puis de nouveau utilisée pour tenter, en vain, de stopper une inflation galopante.

Les réformes « sociales » de Mustapha Kémal n'ont guère eu plus de succès : le revenu moyen annuel par habitant est de moins de 250 dollars ; plus d'un tiers du revenu national (35 %) est contrôlé par moins de 2,5 % de la population ; 85 % des terres appartiennent à moins de 22 % de la population ; le niveau de vie des villageois est tellement bas qu'en Anatolie de l'Est il n'y a que 9 postes de radio pour 10.000 habitants.

Les causes d'un échec

Ce bilan est celui de tous les pays sous-développés soi-disant « progressistes » ou « socialistes » qui ont tenté de contruire... le capitalisme dans un seul pays.

S'ils ont eu la possibilité, pendant un certain temps (comme la Turquie entre les deux guerres) de tenter de développer leur économie de façon relativement autonome par rapport à l'impérialisme, cela n'a été que reculer pour mieux sauter.

Très vite, la pression du marché mondial, d'une part, et les contradictions sociales aiguës à l'intérieur de ces pays, d'autre part, les ont amenés à confier leur industrie aux capitaux étrangers — en majorité américains — et à abandonner à l'Etat aux mains des grands propriétaires fonciers, défenseurs acharnés de la religion, et aux militaires.

Car, et c'est aussi une caractéristique commune à tous ces pays-là, c'est finalement entre les mains de l'armée, composante fondamentale de la classe dirigeante, que sont concentrés tous les pouvoirs.

M.L.

de crises... en crises

Si la Turquie est restée neutre pendant la deuxième guerre mondiale, elle est devenue après 1945 l'un des piliers de l'O.T.A.N. (et plus particulièrement du C.E.N.T.O. qui, outre les U.S.A., regroupe la Grande-Bretagne et l'Iran) et l'un des avant-postes de l'impérialisme contre l'U.R.S.S., largement ouvert à l'influence économique et politique américaine.

Une situation économique difficile

L'inflation s'est développée, au lendemain de la guerre, avec une telle rapidité que l'aide américaine a été impuissante à la juguler. En 1950, quand, à la suite d'un véritable raz-de-marée électoral, le parti démocrate parvient au gouvernement, la Turquie sort d'une crise économique très grave.

L'accession au pouvoir du parti démocrate, parti pro-islamique et totalement inféodé aux U.S.A., coïncide avec un climat économique favorable : la production agricole augmente , les conditions de vie des paysans propriétaires s'améliorent.

Mendérès, peu favorable à l'étatisme économique et plus « ouvert » aux intérêts des grands propriétaires terriens remet en cause les quelques réformes effectuées par Mustapha Kémal (laïcisation, renforcement des barrières douanières, priorité à l'industrie, etc.).

Mais la prospérité factice du début des années 50 ne dure guère. Dès 1954, l'inflation et la spéculation se déchaînent, à nouveau. En 1958, un plan de stabilisation anti-inflation échoue lamentablement. Le pays est au bord de la fallite.

Une situation politique instable

Le parti démocrate devient tellement impopulaire que l'armée doit se charger, au grand soulagement de tous, de le renverser en mai 1960. Le parti démocrate est dissous plusieurs de ses dirigeants dont Mendérès sont pendus et le chef du gouvernement est destitué.

Depuis le coup d'Etat de mai 60, les kémalistes, les démocrates sous le nom de « parti de la Justice ») puis de nouveau les kémalistes à la tête d'un gouvernement d' « union nationale » se sont succédé au pouvoir, tentant vainement de résoudre la crise permanente que connaît la Turquie depuis plus de 20 ans : la balance commerciale est en déficit et la dette extérieure s'accroît, les capitaux comme la main-d'œuvre s'enfuient à l'étranger.

La politique de concessions à l'impérialisme n'a pas plus réussi à la classe dirigeante turque que la tentative de Mustapha Kémal de bâtir une économie nationale.

Cet échec même a rendu le pouvoir civil incapable de gouverner sans faire appel perpétuellement à l'armée.

Et, en effet, « républicains » et « démocrates » servent de paravents aux militaires. La crise actuelle l'a illustré une fois encore.

La crise actuelle

Depuis août 1970 avec la dévaluation de la livre turque de 66 %, les conflits sociaux n'ont fait que s'aggraver : grèves sauvages, occupations de terres en friche par des paysans pauvres, heurts sanglants dans les universités, répression, terrorisme.

C'est une situation que n'a pu tolérer l'armée qui, en novembre 1970, a adressé un « avertissement grave » au président de la République, puis le 12 mars dernier un mémorandum déclarant que « si un gouvernement fort et respecté » **n'était pas promptement constitué** « les forces armées turques feraient usage de leurs droits légaux et assurerait directement le pouvoir afin d'accomplir leur mission de protection et de sauvegarde de la République turque ».

La Turquie est une véritable poudrière et ce que craignent les possédants et les officiers turcs ce ne sont pas les seules actions des « gauchistes », mais l'explosion sociale : problèmes nationaux et agraires, révolte des ouvriers et des intellectuels se conjuguent.

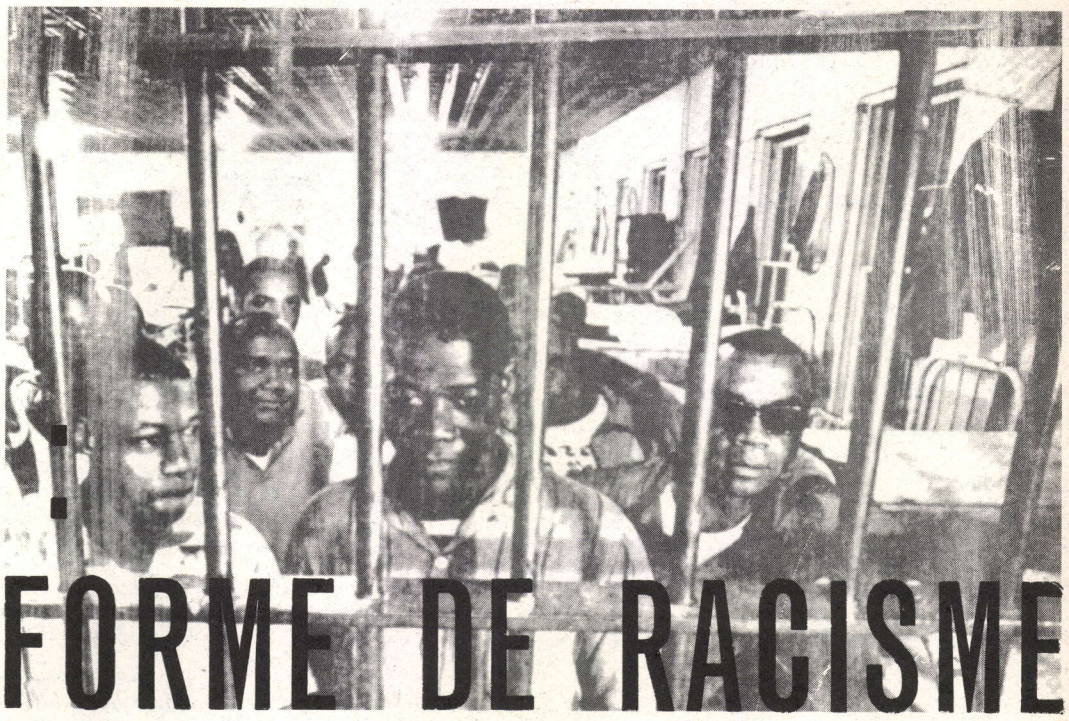
Ainsi le gouvernement proteste démagogiquement contre l'oppression (réelle de la minorité turque à Chypre mais il est prêt à écraser toute tentative d'insurrection séparatiste kurde.

Les promesses de réforme agraire jamais tenues ne calment pas la faim de terres des paysans. Les centrales syndicales Turk-Is (un million d'adhérents, gouvernementale) et Disk 70.000 adhérents, (les staliniens y militent) se font déborder par des grèves sauvages. Les grévistes se heurtent à une police qui n'hésite pas à ouvrir le feu tandis que la Turk-Is approuve les récentes mesures répressives et que les dirigeants de la Disk lancent des appels au calme.

C'est chez les ouvriers et les paysans que ceux qui veulent changer la société trouveront les forces décisives tandis qu'à l'heure actuelle nombre d'étudiants qui avaient cherché jusque-là dans l'armée une solution à la crise ne voient plus que la « guerilla urbaine » pour répondre à la répression.

Pierre BUISSON.

STERILISATION FORCEE AUX ETATS-UNIS : UNE NOUVELLE FORME DE RACISME



PEU de gens, à l'exception de quelques groupes d'extrême-gauche, et notamment du Black Panther Party, dénoncent la nouvelle humiliation que les autorités américaines veulent imposer à la communauté noire. Il s'agit de la stérilisation forcée des mères célibataires après la naissance du premier enfant né hors du mariage. « C'est un véritable génocide contre notre peuple », **s'écrie, avec quelque exagération sans doute, le journal des Panthères Noires.**

Aux U.S.A., le racisme le plus ouvert...

La raison de cette mesure serait officiellement de limiter les dépenses du WELFARE, institution chargée de secourir tous ceux dont les revenus sont nuls ou trop minces pour leur permettre de survivre. C'est un fait qu'un grand nombre de bénéficiaires du WELFARE se compose des enfants des ghettos, nés de père inconnu (lorsque toutefois ce dernier n'a pas fui la maison familiale devant les responsabilités inouïes que représente le fait de devoir nourrir sa famille). C'est un fait également, presque par définition, que ces enfants — et leur mère — sont tous noirs ou porto-ricains. Et dans la misère créée par la société américaine, le seul moyen de ne pas mourir de faim, pour l'habitant du ghetto, c'est ou bien d'être inscrit au WELFARE, ou bien de s'adonner au gangstérisme.

Plusieurs sénateurs et Congressmen ont donc proposé une législation qui obligerait la mère de plus d'un enfant illégitime soit à se faire stériliser, soit à abandonner ses droits au WELFARE. Neuf Etats ont déjà voté une telle loi ces dernières années, parmi lesquels la Californie, l'Illinois, la Géorgie, la Virginie. Le Tennessee à son tour est en train d'adopter de telles mesures. Parfois même, dans les faits, on ne demande pas leur avis aux principales concernées, et beaucoup de femmes ont eu la surprise d'apprendre à leur sortie d'hôpital qu'elles avaient été stérilisées.

Une telle loi montre bien le racisme et la barbarie de certains politiciens américains envers la population de couleur. Les femmes noires, selon les termes du gouverneur du Tennessee, ne seraient que des « vaches à produire » qui mettent à profit leur aptitude à faire des enfants pour vivre des secours publics. Et pour bien montrer qu'il n'était guidé par aucun sentiment raciste à l'égard des femmes incriminées, cet aimable personnage a même cru bon d'ajouter que « même sa bonne était d'accord avec lui » **(la bonne, inutile de le préciser, ne peut être que noire).**

Bien plus, ce que craignent en fait ces gens-là, ce sont les jeunes élevés dans l'atmosphère étouffante des ghettos, prêts à chaque instant à se révolter pour tenter de sortir de l'enfer dans lequel ils sont retenus, ces jeunes qui crient à chaque instant leur haine de l'Establishment des blancs, parfois en attaquant les patrouilles de police, ou bien lors des innombrables émeutes qui éclatent, presque chaque mois dans Harlem, Watts ou ailleurs. Il s'agit donc d'étouffer le danger dans l'œuf...

La haine, la crainte surtout, que ressentent bon nombre de blancs devant la colère grandissante de la communauté noire se traduit par une hystérie qui rappelle en bien des points la belle époque du Ku-Klux-Klan.

Car cette loi sur la stérilisation forcée ne répond même pas aux justifications d'ordre économique que l'on voudrait donner au grand public. Plusieurs des Etats qui pratiquent déjà la stérilisation forcée ont décidé corollairement soit de retirer les enfants de la garde de la mère pour les placer dans une institution spécialisée, soit... d'envoyer en prison la mère coupable, la peine pouvant atteindre jusqu'à trois ans de prison. Mesures qui reviennent évidemment beaucoup plus cher à l'Etat que les quelques 80 ou 100 F par mois que le WELFARE verse pour chaque enfant.

Les mêmes individus qui se pâment d'admiration devant la vie amoureuse des stars hollywoodiennes et la nombreuse petite famille de Jackie Kennedy se retrouvent soudain une conscience puritaine pour jeter l'anathème sur le « dévergondage » qui règne dans les ghettos. Les mêmes politiciens qui poussent des cris d'orfraie parce que le FBI installe des tables d'écoute sur le téléphone privé des membres du Congrès, trouvent parfaitement normal de décider du sort de milliers de femmes qui n'ont pas des ressources suffisantes pour faire valoir leur droit à choisir leur vie privée.

Les champions de la démocratie américaine ont l'esprit sans doute trop étroit pour comprendre que la drogue et le crime ne sont pas le fruit des vices naturels des individus, de même que la misère et son cortège ne sont pas naturellement engendrés par la couleur de la peau. Ils appliquent fidèlement les principes racistes et réactionnaires qu'on leur a inculqués, et, sans doute, à ceux qui leur reprochent le caractère inhumain des lois sur la stérilisation forcée, répondent comme le lieutenant Calley lors de son procès sur les massacres de My-Lai, qu'on « ne leur a jamais dit que ces gens-là étaient des êtres humains ».

J.L.

... se retrouve dans la législation

revue de la presse d'extrême-gauche

ENCORE A PROPOS DU CONGRÈS DE LA LIGUE COMMUNISTE

tribune socialiste PSU

Dans un article de Jean-Marie Vincent, Tribune Socialiste **du 10 juin porte un jugement peu amène sur le 2e Congrès de la Ligue Communiste.**

Ce qui frappe dans tout cela, c'est que la Ligue ne se donne pas la peine d'analyser la pratique de ses partenaires. Elle applique des schémas préétablis qui ont pour objet de justifier sa propre attitude et de faire oublier ses propres oscillations. Ainsi, après avoir voulu faire du « Secours Rouge » un cartel d'organisations sans tenir compte de la nécessité d'intégrer de nombreux inorganisés dans un mouvement de solidarité contre la répression, la Ligue prend aujourd'hui prétexte de difficultés et d'erreurs indéniables de certains secteurs du « Secours Rouge » pour s'associer à une opération de dénigrement. Elle trace à bon compte un trait de plume sur toutes les initiatives, sur tout le travail en profondeur qu'ont effectué et qu'effectuent toujours les comités de « Secours Rouge ».

La Ligue manie avec facilité les accusations les plus graves, les excommunications, ce qui, quoi qu'elle en dise, tend à la présenter comme la seule organisation révolutionnaire en France. Sans doute peut-elle se prévaloir du succès remporté par sa manifestation du 16 mai à Paris, mais cela ne veut pas dire pour autant qu'elle ait réglé les questions du travail de masse, de la lutte idéologique avec les différentes variantes du réformisme. Tout cela nous fait penser qu'il existe un risque majeur pour la Ligue, celui de prendre trop au sérieux les brevets de sérieux qu'on lui décerne de « France-Soir » au « Monde ». Le chemin qui conduit à la révolution socialiste est encore loin.

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Sur le même sujet, Informations Ouvrières **du 9 juin, pour de toutes autres raisons — du moins explicitement — est tout aussi critique.** I.O. **explique ce qui, à son idée, motive l'évolution de la Ligue.**

Reprenant le vieux dicton libéral selon lequel les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent, la direction de la Ligue continue à penser que la classe ouvrière « a la direction qu'elle mérite ».

En l'absence de Parti révolutionnaire, « l'instabilité » connaît une certaine stabilité. Nous ne serions pas dans une période où tous les combats de la classe ouvrière posent le problème du pouvoir et la nécessité d'un gouvernement ouvrier, mais dans une période de calme relatif, sans doute due à un certain « néo-capitalisme ».

... Dans l'éditorial de **Rouge** du 3 mai, on trouve la perle suivante : **« La démocratie ouvrière ne se mendie pas, elle se gagne aussi ».** Faut-il comprendre qu'elle se mendie **aussi ?**

Depuis plus d'un an, la direction de la Ligue tente de se sortir d'une situation embarrassante. Ayant capitulé en Mai 1968 devant le gauchisme décomposé, et ayant recruté en grande partie sur cette base, les pablistes tentaient de revenir à leur politique d'avant Mai 1968 : la capitulation ouverte devant l'appareil stalinien. Cela ne se faisait pas sans mal, et a nécessité rien moins que l'exclusion de toute la tendance Rivière et Creach qui ont fondé « Révolution » en février dernier.

L'AFFAIRE JAUBERT

la cause du peuple J'ACCUSE

Sous le titre « La justice vient d'en bas », le numéro du 13 juin caractérise la situation politique actuelle par l'existence de « trois camps » :

L'affaire du journaliste Alain Jaubert torturé dans un car de police-secours, a montré qu'il existait trois camps :

— La droite néo-fasciste, qui proclame que la police n'a jamais tort : plus elle frappe, plus elle a raison. L'occupation de l'usine Colgate à Compiègne par les C.R.S., le quadrillage permanent du quartier latin, tels sont les modèles qu'elle rêve d'imposer partout.

— le centre, bourgeois libéral, qui avec **Le Monde** a reconnu le scandale et demande à Chaban de faire un geste, de reculer un peu.

— La gauche, avec les journalistes et intellectuels démocrates qui, dans **La Cause du Peuple-J'Accuse,** ont exigé que justice soit faite et que s'ouvre le procès du terrorisme policier qui pèse sur les usines et les banlieues populaires.

Quant à l'action à entreprendre immédiatement, elle est ainsi définie :

Sans perdre une minute,

— il faut aller partout pour dresser les gens contre l'intoxication fasciste ;

— il faut former l'immense réseau des groupes ouvriers anti-flics qui encercleront et casseront les commandos du nouveau fascisme.

QUI A SABOTÉ LE SECOURS ROUGE ?

rouge hebdomadaire de la ligue communiste

Dans son numéro du 14 juin, sous le titre « qui a saboté le Secours Rouge », **l'hebdomadaire de la Ligue Communiste, dans un article d'A. Krivine, revient sur le problème du Secours Rouge. L'autocritique, très limitée, ne s'attaque pas au fond du problème : l'ambiguité voulue de l'opération marquée par l'absence d'accord politique préalable sur un programme si limité soit-il.**

L'échec est rejeté sur les groupes maoïstes et le P.S.U. Cela n'explique guère pourquoi la Ligue a accepté de participer à une organisation « sans projets communs, sans discipline librement acceptée par tous, agissant... dans le plus pur style des vieux congrès de l'U.N.E.F. de la pire période ».

Dans une telle organisation, sans projet commun, sans discipline librement acceptée par tous, agissant à coups d'assemblées générales dans le plus pur style des vieux congrès de l'U.N.E.F. de la pire période, nous avions soit la possibilité d'intervenir comme les mao-spontanéistes en y investissant toutes nos forces et « gagner » ainsi la majorité, de façon bureaucratique et manipulatoire, soit tirer le bilan de ce type de regroupement.

En effet, à quelques exceptions régionales près, le Secours Rouge a perdu tout l'impact acquis pendant la campagne Burgos, pour apparaître peu à peu comme un parmi d'autres courants politiques de l'extrême-gauche. La masse des inorganisés, les oppositionnels du P.C., les syndicalistes quittèrent le mouvement qui se transforma, surtout à Paris, en forum intergroupusculaire ; le sigle restant encore pour quelque temps un signe de ralliement des inorganisés dans les manifestations de rue unitaires (cf. le 1er Mai).

Au cours de notre congrès, une discussion s'est engagée pour comprendre et maîtriser ce phénomène. Il est apparu que nous avions commis une erreur dès le départ en croyant à la possibilité de construire une réelle organisation de masse permanente contre la répression avec les courants ultra-gauches. A la différence du Front Solidarité Indochine, la base de départ du Secours Rouge, la répression, était un thème qui par sa généralité, privilégiait toute cette ultra-gauche qui fait de la lutte contre la répression son unique domaine d'inervention, en l'investissant dans tous les aspects de la vie politique. Cette dynamique aurait dû être comprise dès le départ et c'est là que porte notre autocritique.

En ce sens, les critiques de **Lutte Ouvrière** ne sont pas fondées. Les oppositionnels communistes du S.R. ne sont pas des staliniens en dépit de leur passé, leur présence aux côtés des révolutionnaires a même été une victoire pour nous et ce n'est pas de ce côté que se trouvaient des dangers de dégénérescence. En outre quand **Lutte Ouvrière** nous explique sans rire qu' « une organisation unitaire regroupant plusieurs tendances du mouvement gauchiste ne se fait pas sans un accord clair et net entre ces diverses tendances, sans un «programme», nous pouvons lui rappeler que nous avons été les premiers à nous opposer à leur projet de réunir dans un même parti les trostkystes, les maoïstes, le P.S.U., etc. En refusant toute organisation de masse sur la répression ou sur l'Indochine, **Lutte Ouvrière** dans les faits se trouve en dehors de toutes les campagnes réelles en se contentant de simples commentaires de presse.

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS TRAVAILLEURS FRANÇAIS MÊME COMBAT

RÉVOLUTION! N°1 mars 1971 1fr50

N° 2 - juin 71. Supplément à « Révolution ».

Ce journal, spécialement consacré aux problèmes des travailleurs immigrés s'en prend dans son éditorial aux expulsions de militants et plus spécialement celle qui menace Fofana, travailleur guinéen.

En expulsant Fofana, militant révolutionnaire immigré, ce n'est pas seulement les luttes des travailleurs immigrés que la bourgeoisie veut briser, c'est aussi le mouvement révolutionnaire et la liaison opérée entre lui et les immigrés en lutte qu'elle cherche à atteindre, c'est un coup sévère que la bourgeoisie veut porter : montrer aux travailleurs immigrés que la lutte ne paie pas, que le soutien du mouvement révolutionnaire, le seul sur lequel ils peuvent compter, est vraiment trop dangereux. Depuis deux ans, à travers les luttes organisées par les Comités de locataires dans les foyers, à travers l'activité de soutien des travailleurs immigrés à la résistance palestinienne et aux luttes révolutionnaires dans les colonies portugaises, à travers l'irruption des immigrés à l'avant-garde de grandes luttes ouvrières (Penarroya, Renault), les travailleurs immigrés ont commencé à imposer leur expression politique. C'est ce droit, conquis dans la lutte parce que les travailleurs immigrés savent bien qu'ils ne le conquêreront pas autrement, que le pouvoir veut liquider aujourd'hui : et pour cela, il ne lui suffit pas de lâcher ses barbouzes, avec ou sans uniforme, il lui faut faire une démonstration sévère, c'est le sens de l'expulsion de Fofana (...)

En manifestant contre l'expulsion de Fofana, c'est le droit à l'expression politique, c'est le droit de lutter des travailleurs immigrés que nous défendons, c'est la liaison entre les travailleurs immigrés en lutte et leurs seules alliées, les organisations révolutionnaires, que nous développerons.

Une page des relations sino-amé

lorsque h

la rec

e

LE président Nixon vient de rendre publique la liste des produits que les exportateurs américains auront désormais le droit de vendre en Chine populaire. Voilà donc un résultat tangible — et pour les exportateurs bientôt monnayable — de la direction nouvelle prise par l'évolution des relations sino-américaines.

Avec prudence, certes, sans éclat spectaculaire, les Etats-Unis semblent sinon, pour l'instant bouleverser leur attitude à l'égard de la Chine, du moins l'assouplir. Car la politique visant à isoler totalement la Chine à la fois sur le plan économique et sur le plan politique est bel et bien en passe d'être modifiée.

A l'heure où les Etats-Unis s'engagent prudemment sur cette voie, il n'est pas inutile de rappeler qu'en tout état de cause, ils n'ont pas toujours eu la même attitude intransigeante envers la Chine de Mao. Cette dernière était sans doute plus près d'être reconnue officiellement en 1949 qu'elle ne l'a été au cours des dernières années.

C'est que, pour nombre d'hommes d'affaires américains, pour toute une partie de « l'opinion publique » officielle et des milieux politiques, Mao n'était nullement un « bolchevik au couteau entre les dents », mais le représentant d'un régime avec lequel on pouvait parfaitement s'entendre et commercer et dont les liens avec Moscou n'étaient pas solides au point de résister à des pressions amicales et à l'attrait des relations économiques avec l'Occident.

Ce n'est qu'après de longues hésitations et alors que la guerre froide s'acheminait vers son apogée, que le gouvernement américain a choisi l'intransigeance et rompit les ponts avec Pékin. C'est sur ce choix, fort discuté et contesté à l'époque, que Washington semble revenir progressivement.

Les " bons offices " américains

LA politique des Etats-Unis est loin d'avoir toujours été congénitalement hostile au « communisme » chinois. Ne serait-ce que parce que celui-ci n'a de communiste que le nom, et que les Etats-Unis ne s'y trompaient pas. C'est ainsi que le général Stilwell, qui ne cachait pas, par ailleurs, son estime pour les militants du P.C.C., les qualifiait de **« prétendus communistes »**, et que l'ambassadeur U.S. auprès de Tchang Kai Chek, le général Patrick Hurley, déclarait en 1945 : **« Les communistes chinois ne sont pas des communistes au sens où on l'entend aux U.S.A., leur programme et celui du gouvernement ne diffèrent que sur l'opportunité de certaines réformes immédiates. »**

Le Parti communiste chinois qui, depuis des années, limitait son programme à la lutte anti-japonaise, et qui déclarait lui-même ne pas vouloir sortir du cadre d'une république démocratique bourgeoise n'était donc nullement effrayant pour les Etats-Unis, et ces derniers s'efforcèrent même, pendant des années, surtout après Pearl Harbour, de renforcer l'alliance précaire existant entre Tchang Kai Chek et Mao Tsé Toung dans le cadre du **« front uni anti-japonais ».**

C'est que Tchang, beaucoup plus préoccupé par le développement du P.C.C. que par l'occupation japonaise, organisait le blocus des régions libérées par les troupes de Mao, et que les accrochages se multipliaient entre les deux armées chinoises sensées collaborer contre les Japonais.

En 1942, le général américain Stilwell, qui dirigeait les opérations en Asie, s'efforça de faire pression sur Tchang pour limiter cette guerre intestine. Il essaye d'obtenir l'unification de l'ensemble des troupes gouvernementales et « communistes » sous son commandement, et proposa même une aide directe des Américains à ces dernières :

« Projet n° 1. Livraison de munitions américaines aux troupes communistes dont les difficultés à se ravitailler limitaient considérablement l'action.

« Projet n° 2. Organisation de trois régiments communistes (5.000 hommes), équipés, ravitaillés et conseillés par les Américains ; ces trois régiments devaient opérer en territoire gouvernemental... »

Mao était prêt à accepter, mais Tchang tergiversait et obtint finalement, fin 1944, le rappel de Stilwell et son remplacement par un général plus accommodant.

Mais la fin de la guerre approchait, et les U.S.A. se préoccupaient de mettre partout en place des régimes suffisamment forts pour faire face à d'éventuelles révoltes populaires. Dès juin 1944, le vice-président américain, Wallace, avait effectué une visite en Chine, pour insister auprès du gouvernement nationaliste sur l'importance que Washington accordait à la conclusion d'un accord entre Tchang et Mao.

C'est à mettre sur pied ce compromis politique que se consacrait l'ambassadeur américain Hurley. Le 7 novembre 1944, celui-ci se rend à Yenan, où se trouve la direction du P.C.C., et établit avec Mao Tsé Toung un projet d'accord prévoyant l'établissement d'un gouvernement national de coalition, la soumission de toutes les forces militaires à celui-ci, la reconnaissance de la légalité de tous les partis anti-japonais, etc.

Mais Tchang refuse. Les négociations sont rompues, puis renouées en janvier 1945 grâce aux efforts inlassables des Américains.

Le 14 août de la même année, la capitulation japonaise rend le problème crucial. Hurley va lui-même chercher Mao à Yenan pour le ramener dans la capitale de Tchang et le faire asseoir à la table des négociations. Les Etats-Unis mettent leur poids dans la balance : le président Truman annonce le 27 novembre 1945 qu'il envoie en Chine un représentant personnel, le général Marshall, chef d'état-major général des forces américaines.

Pendant plus d'un an, de décembre 1945 à janvier 1947, Marshall va tout faire (sauf interrompre l'aide économique et militaire à Tchang, bien qu'il brandisse la menace à plusieurs reprises) pour arriver à un accord entre Tchang et Mao. Mais les deux trêves qu'il parvient à obtenir sont de courte durée, et Tchang met un préalable insurmontable à tout gouvernement de coalition : le désarmement des armées « communistes ».

La mission Marshall est donc un échec. Mais elle est loin d'avoir été inutile, du point de vue des intérêts impérialistes. Les U.S.A. ont gagné du temps. Nul part dans le monde la vague révolutionnaire que les U.S.A. craignaient tant n'a déferlé. Les appareils d'Etats nationaux ont partout été reconstruits avec l'aide des partis « communistes », et la bourgeoisie est remise en selle. La grande frayeur qui a rapproché les bureaucrates du Kremlin et l'impérialisme américain est passée. La guerre froide commence. La nécessité d'une alliance à tout prix avec les P.C. ne se fait plus sentir, bien au contraire.

Les U.S.A. laissent alors la guerre civile se développer en Chine, et ils soutiennent d'autant plus volontiers Tchang que celui-ci, qui dispose d'armées cinq fois plus nombreuses et mieux équipées paraît d'abord devoir l'emporter.

Mais après quelques revers au printemps 1947, les troupes de Mao reprennent l'initiative dès l'été, et en 1948 les U.S.A. n'ont déjà plus guère d'espoir de voir Tchang l'emporter.

Une nouvelle période d'hésitation va alors commencer.

Dominique CHABLIS.

Les troupes du Kuomintang démoralisées.

CONTRAIREMENT à une opinion couramment admise, ce n'est pas la Chine qui a volontairement rompu tous contacts avec l'impérialisme américain au lendemain de la prise du pouvoir par Mao. C'est au contraire l'impérialisme américain qui choisit la rupture, mais il ne le fit, d'ailleurs, qu'après avoir longtemps hésité, car les milieux d'affaires et les milieux politiques américains prônaient alors des politiques fort diverses vis-à-vis de la Chine.

Dès le déclenchement de la guerre civile, les Américains avaient des visées très précises sur la Chine. Le Monde **pouvait ainsi écrire, en octobre 1946 :** « il faut s'attendre à voir le général Marshall et l'ambassadeur américain en Chine continuer à s'entremettre pour faire cesser la guerre civile afin que devienne possible cette industrialisation de la Chine dont il est parlé depuis si longtemps et dont la réalisation n'est possible de toute évidence qu'avec l'aide étrangère

Les politiciens et américain

poussée plus loin qu'elle ne l'a jamais été dans ce pays... »

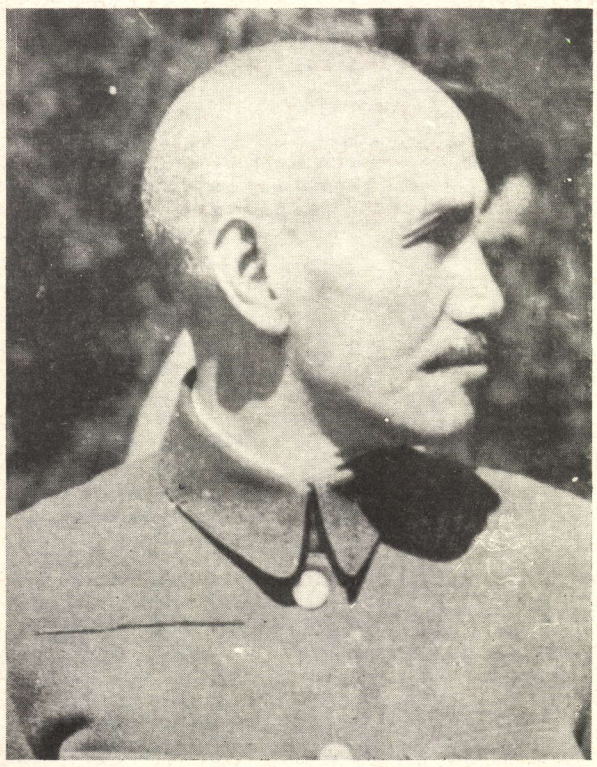
Autrement dit, l'impérialisme américain souhaitait la paix pour pouvoir exploiter paisiblement les possibilités de l'immense marché chinois.

La guerre civile se développant, les Américains hésitent. Ils continuent de soutenir Tchang Kai Chek, mais tout en s'efforçant de ne pas rompre irrémédiablement avec le Parti communiste chinois. Celui-ci leur rend d'ailleurs la politesse, en se contentant de quelques protestations, et en se ménageant des portes de sortie.

Les milieux politiques américains sont très partagés. Les uns, en particulier les républicains, qui sont alors dans l'opposition (de 1945 à 1953 la Maison Blanche sera occupée par le « démocrate » Truman) sont venimeusement anti-communistes, et trouvent que l'aide américaine à Tchang et à son armée est insuffisante. Mais les autres regrettent que les U.S.A. n'aient pas adopté l'attitude de neutralité qui a permis à la Grande-Bretagne d'apparaître mieux placée pour obtenir des contrats avec la Chine, une Chine qui, cela devient de plus en plus évident au fur et à mesure que les défaites succèdent aux défaites, ne sera plus longtemps représentée par Tchang Kai Chek.

Nombre d'hommes d'affaires américains pensent qu'il faut se garder de continuer à subventionner plus longtemps cette « planche pourrie » qu'est le gouvernement nationaliste, et ils s'efforcent de montrer que le « communisme » chinois n'est pas celui de Moscou, que c'est un « communisme » agraire et national, dont rien ne prouve qu'il soit aussi inféodé à Moscou qu'on veut bien le dire.

Fin 1948, alors que l'avance des armées de Mao s'avère irrésistible, le gouvernement étudie la possibilité d'entrer en relations plus suivies avec celui-ci, et suit avec intérêt les tentatives de créer un gouvernement de coalition entre le Parti communiste chinois, plusieurs



Les autorités U.S. misaient autant sur Mao que sur Tchang Kai Chek.

Les « communistes » chinois vus par un journal bourgeois américain pendant la seconde guerre mondiale

En janvier 1945, le correspondant du *New Chronicle* écrivait :

« *Les communistes chinois disposent actuellement de* 600.000 *soldats réguliers bien entraînés. Les communistes qui préconisent l'unification de la Chine et l'augmentation de l'effort de guerre de Tchoung King* (1) *sont bien loin de vouloir renverser Tchang Kai Chek. Leur amitié sans restriction pour la Grande-Bretagne et les Etats-Unis permet de fonder les plus grands espoirs sur une coopération entre la Chine et les démocraties.*

La petite ville de Yenan, qui constitue leur centre animateur, possède le même esprit que les villes alliées qui luttent contre l'agression et pour la paix ; elle ne songe pas à remplacer Tchoung King ; elle veut au contraire joindre ses efforts aux siens pour l'unification de la Chine sur une base réellement démocratique. »

(1) Tchoung King était alors la capitale du gouvernement Tchang Kai Chek.

éricaines :

Washington ésitait entre onnaissance t la rupture

(Ph. Viollet)

petits partis et une fraction du Kuomintang. Cette réserve des U.S.A. vis-à-vis de Tchang Kai Chek se renforce avec la chute de Pékin puis de Changhai, et Le Monde **peut écrire :** « Les U.S.A. s'acheminent vers une reconnaissance de facto du gouvernement communiste qui pourrait se transformer en reconnaissance de jure. »

Au moment de la prise de Pékin, les hommes d'affaires américains en Chine, et en particulier les directeurs de la Standard Oil, de la National City, de la Chase National Bank et de Kodak, se montrent décidés à ne pas quitter le pays. Le porte-parole d'une des principales lignes de navigation américaines déclare : « Quelqu'un doit bien faire des affaires avec les communistes. Si ces derniers ont conscience de leurs intérêts, ils continueront de traiter avec l'Europe et les Etats-Unis. La Chine est encore l'un des plus grands marchés mondiaux : si les Américains s'en allaient d'au-

hommes d'affaires s divisés

tres sauteraient sur l'occasion de les remplacer. » **Et ce businessmann préconise la reconnaissance du fait accompli, assurant qu'il serait néfaste d'entourer la Chine d'un cordon sanitaire qui ne ferait que la lier à Moscou.**

La reconnaissance de la Chine de Mao par le gouvernement américain restera longtemps considérée comme probable, voire comme imminente, et cela d'autant plus qu'un certain nombre de pays occidentaux vont prendre cette décision, à commencer par la Grande-Bretagne, le 7 janvier 1950.

Mais comme les U.S.A. restent sur une attitude attentiste, la Chine populaire signe un traité avec l'U.R.S.S. (Acheson, secrétaire d'Etat américain, mettant alors Mao Tsé Toung en garde contre les visées de l'U.R.S.S. sur la Chine du Nord !).

Cependant, en mars 1950, le secrétaire général des Nations Unies propose l'admission de la Chine à l'O.N.U., alors que les exportations des Etats-Unis vers ce pays ont plus que doublé en un mois, passant de 3.400.000 dollars en janvier à 8.200.000 en février. De son côté, la Chine populaire réclame son admission à l'O.N.U. et l'éviction de la Chine nationaliste (c'est-à-dire de Formose).

Et ce n'est finalement qu'avec le développement de la guerre froide, et qu'avec la guerre de Corée qui verra l'armée américaine à la frontière chinoise, que les relations sino-américaines seront finalement rompues. Le 19 janvier 1951, Washington, rejetant les propositions de la Chine populaire concernant le règlement de la question du statut des deux Chine à l'O.N.U., presse les Nations Unies de déclarer la Chine agresseur, tandis que Mac Arthur envisage même de la faire bombarder par l'aviation américaine. Le blocus politique et économique de la Chine est alors total.

Françoise BANIAN.

Des communistes avec lesquels l'impérialisme pouvait s'entendre

Si les avis étaient partagés, aux U.S.A., quant à la reconnaissance de la République populaire de Chine, officiellement proclamée le 1er *octobre* 1949, *c'est bien parce que le mouvement « communiste » chinois n'avait plus depuis longtemps de communiste que le nom.*

Pour nombre d'observateurs haut placés, les « communistes » chinois n'étaient que des « réformateurs agraires ». Et ce jugement était infiniment plus sérieux que celui de tous les prétendus marxistes qui persistaient, et qui persistent encore, à juger les partis sur les étiquettes qu'ils se donnent.

Si le Parti communiste chinois avait effectivement été, dans les premières années, un authentique parti ouvrier, le cours de son développement avait été bouleversé par la tragique défaite de 1927, *lorsque la politique désastreuse, que lui faisait alors mener la bureaucratie soviétique, conduisit des milliers de militants ouvriers au massacre.*

Au lendemain de cette catastrophe, le P.C.C. n'existait pour ainsi dire plus dans les villes. Mais une partie de ses militants s'était réfugiée dans les campagnes, et Mao Tsé Toung allait théoriser cet état de fait, présentant la paysannerie comme la force révolutionnaire déterminante sur laquelle il fallait s'appuyer.

L'organisation, qui continua de s'appeler Parti communiste chinois, changea alors du tout au tout. Coupée des travailleurs des villes, de leur combat et de leurs aspirations, dirigée par des intellectuels d'origine petite bourgeoise sans formation et sans tradition marxiste sérieuse encadrant des éléments paysans ou déclassés, elle ne pouvait rester un organisation ouvrière, et à fortiori une organisation communiste. En 1932, *Trotsky pouvait déjà caractériser « l'Armée Rouge » de Mao comme « paysanne par son contenu et petite bourgeoise par sa direction ».*

Ce fut dans la lutte contre l'impérialisme japonais, et sur la base d'un programme démocratique bourgeois, où le nationalisme tenait la première place, que le P.C.C. se développa. Il limita même alors son programme agraire, afin de mieux œuvrer à la réalisation du « bloc des quatre classes » (paysannerie, classe ouvrière, intellectuels et bourgeoisie nationale).

Bénéficiant du soutien de la paysannerie qui voyait s'installer dans les « régions libérées » un régime qui limitait les abus et diminuait les taxes, et où la corruption n'existait pas (alors qu'elle était le trait dominant de celui de Tchang Kai Chek), le P.C.C. encadra, mobilisa, organisa cette paysannerie au service d'un programme bourgeois. Suivant le pronostic formulé plusieurs années auparavant par Trotsky, il servit de « pont entre la paysannerie et la bourgeoisie », mettant le potentiel révolutionnaire, que représentait la première, à la disposition de la seconde.

En 1945, *à la fin de la guerre, deux appareils d'Etat coexistaient sur le vaste territoire chinois. Et si de grandes différences les séparaient, c'est, en fait, à la seule bourgeoisie nationale qu'ils offraient une alternative.*

Celui de Tchang Kai Chek était lié aux couches les plus réactionnaires et à l'impérialisme, et son régime, basé sur la corruption et la mise en coupe réglée du pays en vue des profits de sa clique, était devenu odieux à l'ensemble de la population chinoise, non seulement aux paysans, aux artisans et aux intellectuels, mais également à nombre d'hommes d'affaires. Des représentants directs de l'impérialisme le considéraient également comme trop pourri pour pouvoir encore servir longtemps.

Les « zones rouges » étaient les seules où la corruption était bannie, l'administration bien organisée, et où l'on pouvait finalement faire des affaires sans risque d'être rançonné.

Le P.C.C., s'il reprit alors un programme agraire plus radical lui permettant de bénéficier du soulèvement paysan, donnait garantie sur garantie à la bourgeoisie.

Liu Chao Chi, qui était alors le dauphin de Mao, déclarait le 30 *novembre* 1945 *:* « Le Parti communiste chinois ne poursuit actuellement qu'un but, un seul et unique : donner à la Chine un régime de véritable démocratie politique et économique au sens bourgeois du terme. Et si quelqu'un tentait à l'heure actuelle de mettre le communisme en pratique en tant que système économique et politique applicable à notre pays, le P.C.C. serait le premier à s'y opposer. »

Et Mao déclarait de son côté, au début 1947 *:* « La Chine sera un pays démocratique. Elle aura un gouvernement de coalition formé de tous les partis, et représentant différentes classes de la population... Son économie sera divisée en trois secteurs : celui de l'Etat, qui assumera la gestion des entreprises d'intérêt public (ce sera le plus petit), celui de l'économie privée, qui sera le plus important, et celui des coopératives. »

Lors du déferlement des armées paysannes sur la Chine du Sud, au cours de l'année 1949, *le P.C.C. tint parole vis-à-vis des bourgeois, et* Le Monde *pouvait écrire, le* 2 *juin* 1949 *:* « Li Li San, vice-président de la Fédération syndicale chinoise, insiste dans un article publié dans un jounal de Pékin sur les dangers « d'une application simpliste des principes communistes » dans un pays arriéré. Industrialiser le pays, développer la production, tels sont les principes de la politique communiste... La tâche du futur « gouvernement populaire » ne consistera pas à exproprier, mais au contraire à « encourager le capital privé ».

Les capitalistes étrangers faisaient d'ailleurs confiance à Mao. Et Le Monde *du* 3 *mars* 1949 *rapportait :* « Un Français propriétaire de deux grands immeubles à Pékin dans l'ancien quartier des légations nous disait tout dernièrement : « je redoute certes un obus sur mes maisons ; quant aux agissements des communistes, je ne les crains pas. » *Et deux mois plus tard Robert Guillain écrivait, parlant des armées « communistes » :* « Qu'ils arrivent le plus vite possible est le leit-motiv de toutes les conversations aussi bien entre étrangers que chinois. »

Une fois maître des grandes villes conquises de l'extérieur par les armées paysannes, le P.C.C. ne fit évidemment rien pour contribuer à la création d'organes de pouvoir ouvrier, bien au contraire. Et Le Monde *du* 31 *mai* 1949 *rapportait :* La « municipalité populaire » de Changhai a été installée : le général Chen Yi est le maire assisté de trois adjoints. Il est en même temps président du Comité militaire de contrôle qui supervise la municipalité. »

Le P.C.C. ne voulait pas décevoir les bourgeois qui l'appelaient au pouvoir de tous leurs vœux :

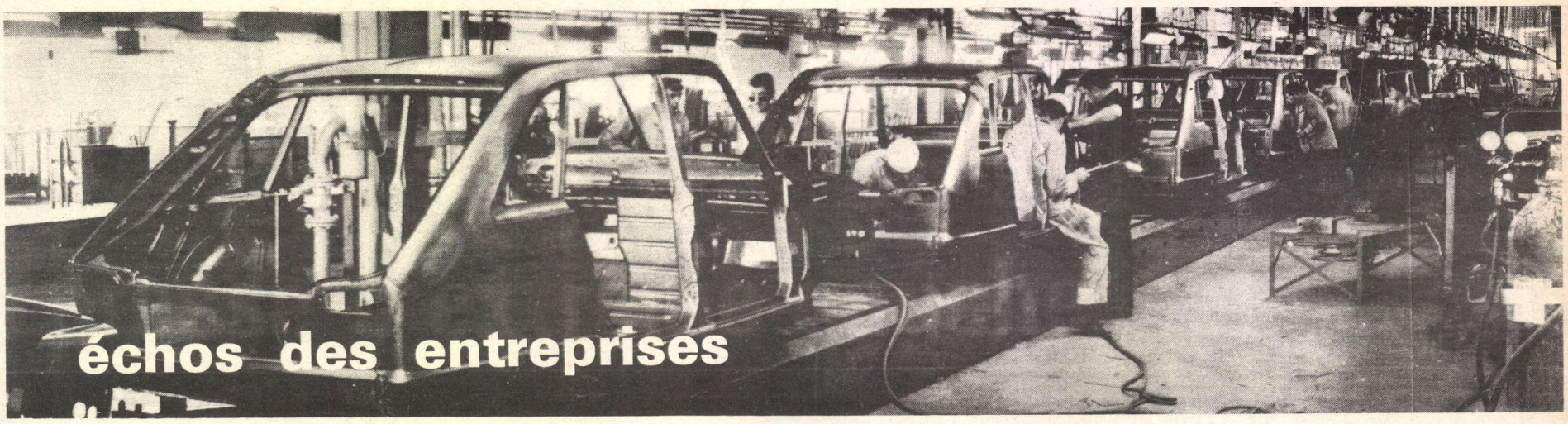
« Les ouvriers « libérés » croient venu l'âge d'or des hauts salaires. Les dirigeants communistes, eux, ont proclamé que le premier but était le relèvement de la production et ils ont assuré le capital privé de leur sollicitude. »(*Le Monde* 28-06-49.)

Au mois d'août 49, *avant même la victoire définitive, furent publiés des règlements du travail supprimant pratiquement le droit de grève et* « protégeant les patrons contre les revendications excessives du personnel » (*Le Monde* 8-09-49.)

Et Le Monde *pouvait souligner* « les sentiments relativement conciliants qui se font jour chez les Américains et les Occidentaux à l'égard des révolutionnaires chinois. sentiments si différents de ceux qui saluèrent la victoire du bolchevisme en Russie en 1917 (*Bulletin de l'étranger* 3-5-49.) »

Effectivement, la victoire de Mao en Chine représentait quelque chose de tout à fait différent de la victoire d'Octobre* 1917 *en Russie. En Russie, une révolution prolétarienne avait été accomplie qui, immédiatement, suscita la haine sans merci de la bourgeoisie internationale. En Chine, les représentants les plus radicaux de la bourgeoisie nationale parvenaient au pouvoir. Avec eux, il aurait pu être possible à l'impérialisme d'arriver à une entente. Mais la guerre froide ne l'a pas permis.

Geneviève LAGRANGE.



échos des entreprises

CONDITIONS DE TRAVAIL

« la guerre des boutons » !

● *PEUGEOT (Dijon)*

Un de nos camarades qui travaille sur les petites tulipes aux Lentillères depuis quatre ou cinq mois reçoit continuellement sur les bras le liquide refroidisseur constitué d'eau et d'huile soluble. Cette aspersion continuelle lui a provoqué une éruption de boutons sur les avant-bras.

Et il n'est pas le seul dans ce cas car beaucoup de postes sont refroidis de cette façon.

Notre camarade a demandé à aller sur un autre poste. On le lui a promis... !

Mais de toute façon, changer de poste n'est pas une solution car qui sait si son remplaçant n'est pas lui aussi allergique à ce mélange. Et ce petit manège (6 mois l'un, 6 mois l'autre) risque de durer longtemps.

Que Peugeot se débrouille ! Mais nous refusons de porter atteinte à notre santé pour augmenter ses profits. Nous ne sommes pas des cobayes que l'on teste pour savoir si oui ou non ils s'adaptent à telle ou telle machine. Nous venons à l'usine pour gagner notre vie et non pour y devenir malades !

au musée !

● *CEGEDUR (Castelsarrazin)*

A l' « Aluminium », il y a une vieille machine qui sert à brosser les plaques et qui fonctionne de temps en temps dans le mois. Les camarades qui travaillent dessus doivent respirer la poussière du métal dégagée par le brossage. En effet, l'aspiration qui existe est tout à fait insuffisante.

La Direction le reconnaît d'ailleurs tacitement puisqu'elle leur a donné un masque, dont la conception date de 14-18, et est très pénible à porter surtout quand il fait chaud. Elle leur a également donné des lunettes pour protéger les yeux. Or, il est impossible de les porter car avec la sueur elles sont toujours embuées.

Avec ce genre de protection, la Direction se met sans doute à l'abri de la loi. Mais pour les yeux et les poumons de nos camarades, c'est comme si rien n'était fait.

au pilon !

● *CITROEN (Clichy)*

Il y a une dizaine de jours, aux Forges, la barre du pilon 3 est tombée sur les camarades du pilon 4.

L'usine continue à être un véritable champ de bataille où nous risquons notre peau à chaque instant. Et la façon dont le patron s'en fout est vraiment incroyable !

La Direction a répondu qu'il était impossible de prévoir une rupture, qu'il était impossible de déceler une faille interne dans les pilons !

C'est pourtant bien simple : les pilons datent de Mathusalem du siècle dernier : ils sont complètement usés, rapiécés, réparés, et il n'y a rien d'étonnant à ce qu'ils cassent un jour ou l'autre. Et ça, c'est prévisible. La seule solution, c'est d'avoir des machines modernes, des neuves, solides et pas de tarares dangereux sans aucune sécurité.

Citroën regarde toujours à la dépense quand il s'agit de notre sécurité.

Cela, nous ne l'admettrons jamais.

une escroquerie

● *A SODAFER*

A SODAFER, 150 à 200 ouvriers, la plupart immigrés, travaillent dans des conditions scandaleuses.

Au Ferraillage, le rendement aux points pour 9 h par jour (3.000 points à la soudure, 1.500 à la main), oblige les travailleurs à maintenir des cadences infernales, à prendre des risques qui ont souvent des conséquences graves pour eux, car les outils sont vieux (soudeuses, cisailles, cintreuses) et provoquent sans cesse des accidents.

Si, dans le mois, le nombre de points n'est pas atteint, la Direction licencie. D'autre part, les points supplémentaires donnent droit à une prime, ce qui est pour le patron un moyen de faire travailler le plus possible des salaires qui ne permettent pas de vivre décemment.

Si le patron impose de telles conditions, c'est parce que la plupart des travailleurs étant immigrés, ils sont soumis bien plus que les autres à la répression patronale, et n'ont droit qu'à une chose : se taire et trimer dur, s'ils veulent avoir le droit au travail.

un scandale permanent

● *OLIER (Clermont-Ferrand)*

Le manque scandaleux d'hygiène et de sécurité a encore fait des victimes.

Un de nos camarades s'est blessé à la jambe en manipulant une jante, tandis qu'un jeune soudeur est alité depuis plus d'une quinzaine de jours, les poumons esquintés par la fumée et les poussières, un autre encore une jambe dans le plâtre, est arrêté pour plusieurs semaines.

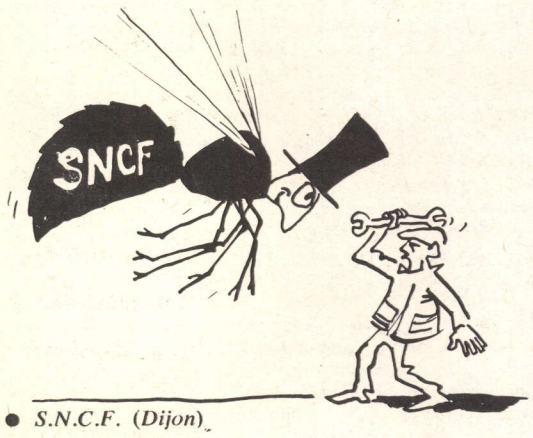
Ce scandale permanent doit cesser. Nous devons refuser de continuer à travailler dans de telles conditions.

Les délégués et le Comité d'hygiène et de sécurité doivent intervenir auprès de la Direction et de l'Inspection du travail.

Et si ça ne suffit pas, nous devrons nous en charger nous-mêmes.

QUAND LES HOMMES DE LA DIRECTION SE PENCHENT SUR LES PROBLÈMES DES OUVRIERS

une histoire « bête »



● *S.N.C.F. (Dijon)*

La Direction vient de découvrir un nouveau danger... et pas n'importe lequel : les piqûres de guêpes !

A preuve, dans le dernier numéro des « **Nouvelles Mensuelles** », la rubrique « Votre Santé » qui publie un article fort long sur ce sujet, extrait de : « Les risques du métier ». La Direction se moque de nous ! L'a-t-on déjà vu se soucier de la sécurité des agents, de nos conditions de travail déplorables ? (danger permanent du travail sur les voies, protection mal assurée, voire pas du tout, les déraillements presque quotidiens, les passages à niveau, etc...).

Et pour revenir aux guêpes, ce ne sont pas ces petites bêtes qui remettent en cause notre sécurité, mais bien la S.N.C.F. et sa politique de profit. Quant à la grosse bête qui a eu l'idée de publier cet article, pour ne voir que ces problèmes-là, à croire qu'il a un bourdon qui lui tourbillonne dans le crâne !

Gaston la gaffe

● *INTERTECHNIQUE (Plaisir)*

Comme chaque année, le C.E. et la Direction se sont fait une joie de réunir toutes les mères de l'entreprise pour leur faire savoir tout le bien qu'ils pensaient d'elles.

Avec tout le tact qui lui est habituel, un représentant de la Direction, certainement désireux de justifier l'âge tardif de la retraite, a déclaré que « les femmes qui travaillaient se conservaient mieux que les autres et vieillissaient moins... ».

Les travailleuses qui, après une journée à l'usine, rentrent chez elles pour en recommencer une seconde, n'ont pas manqué de relever ces réflexions pour le moins déplacées.

Enfin, il en est convaincu, nous attendons qu'il vienne, pour garder le teint frais, travailler régulièrement à la place d'une câbleuse !

non à la hausse de la cantine

● *S.N.C.F. (Sud-Ouest)*

Aux ATV, devant l'augmentation du prix des repas, une centaine de camarades le 2 juin, plus de 200 le 3, ne se sont pas laissés faire et ont refusé l'augmentation en payant à l'ancien tarif.

Voyant cela, la Direction a battu vendredi le rappel de ses cadres et les a nommés flics chargés de la surveillance de l'entrée, « promotion » dont ces messieurs doivent être fiers et où ils peuvent donner le meilleur de leur capacité.

Ainsi, non seulement la S.N.C.F. sert des repas infects et monotones, non seulement elle se moque de nous en nous faisant payer 20 ct de plus alors qu'elle, depuis 1947, ne paie que 25 ct, mais elle nous envoie des larbins qui touchent trois fois notre paie pour nous le faire accepter.

Une cinquantaine d'entre nous ont préféré piquniquer sur l'herbe plutôt que de déjeuner sous surveillance des molosses de la Direction. Mais cel n'a pas gêné certains militants de la C.G.T. qui on accepté, toute honte bue, de manger sous l'œil des « flics maison ».

Ainsi les responsables C.G.T., non seulement n'ont rien fait d'autre, pour s'opposer à la hausse, que de critiquer l'action entreprise par nos camarades de la C.F.D.T., mais encore ont tout fait pour entraîner par leur exemple les cheminots à accepter l'augmentation. Belle façon de « s'opposer à la politique du gouvernement ».

Il n'y a aucune raison pour que ce soit les cheminots qui fassent les frais des difficultés financières de la cantine.

Nous devons nous opposer à l'augmentation et nous ne devons pas nous laisser intimider par les sbires de la Direction. Tous unis nous pouvons la faire reculer.

GOUGNE-PONGOR (PARIS) EN GRÈVE

L'ENTREPRISE Gougne-Pongor, fusion d'une maison de peinture en bâtiment et d'une maison de vitrerie, et qui est une des plus importantes sur la place de Paris, avec 850 ouvriers, est en grève depuis le 15 mai. Les ouvriers occupent l'entreprise.

Les travailleurs de chez Gougne avaient assez largement participé aux journées d'action lancées par les syndicats du bâtiment. Mais ils pensaient que de tels mouvements étaient insuffisants pour faire aboutir leurs revendications portant sur les salaires, la remise de la paie, les conditions de travail.

Les deux sections syndicales C.G.T., seul syndicat dans l'entreprise, se firent l'écho de ces sentiments. Les délégués établirent un cahier de revendications réclamant : une augmentation de salaire d'à peu près 400 F par mois, la garantie de l'emploi, une mutuelle pour tous les salariés, la remise de la paie le 7 du mois.

Les sections syndicales, considérant que de telles revendications ne pouvaient être obtenues par des actions limitées, firent, pendant deux mois, de l'agitation sur ces revendications, en préparant les travailleurs à une grève jusqu'à satisfaction des revendications.

Après avoir constaté, lors des réunions de travailleurs sur les chantiers, que ses propositions étaient approuvées par les travailleurs, la C.G.T. décida le début de la grève pour le mardi 15 juin.

Le 15, à 8 h, 150 travailleurs sont réunis au siège de l'entreprise. Le patron refuse de recevoir les délégués si les locaux ne sont pas évacués. En réponse, les travailleurs votent l'occupation.

(Ph. L.O.)

Des équipes partent sur les chantiers pour faire débrayer ceux qui travaillent encore.

Le patron revient sur sa décision et reçoit les délégués pour... refuser toutes les revendications. Les travailleurs votent de nouveau l'occupation et la poursuite de la grève jusqu'à la satisfaction des revendications.

Dès le mercredi, on peut dire que la quasi totalité de l'entreprise est en grève. Quelques chefs ont cependant réussi, par leurs pressions, à faire rester quelques travailleurs sur les chantiers.

La grève chez Gougne est totale, le moral des ouvriers est excellent. Trois cents travailleurs se retrouvent tous les jours au siège pour participer aux nombreuses tâches. Car ce n'est pas une mince affaire d'organiser une grève sur 130 chantiers et, en plus, d'occuper le siège, de faire les quêtes sur les marchés et à la porte des entreprises. Mais la besogne est facilitée par l'esprit de liberté et de démocratie qui règne dans les locaux occupés.

Pourtant, il y a une tache au tableau.

Les comptables de l'entreprise ont décidé d'occuper leurs bureaux **contre l'occupation**, et multiplient les provocations envers les occupants. Cela n'est pas un mince soutien pour le patron qui, le mardi, était complètement effondré : pensez donc, c'était la première grève à laquelle il avait affaire.

Correspondant L.O.

Grève de vingt-quatre heures dans les banques : au Crédit Lyonnais

VENDREDI 18 juin, les employés de banque étaient appelés par les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. à faire grève pour 24 heures.

Le mouvement a été diversement suivi tant à Paris qu'en Province.

Au Crédit Lyonnais, de nombreuses agences ont fait grève, ce qui ne s'était pas vu depuis mai 68 ; certaines antennes étaient même totalement fermées.

A l'annexe de Levallois, où travaillent environ 1.200 personnes, la grève a été suivie à plus de 50 %.

Au Siège Central, la situation était plus confuse, et si l'on peut estimer le nombre de grévistes à 40 ou 50 % du personnel, d'un service à l'autre, les pourcentages variaient de 0 % à 90 % !

Mais ceci est en fait dû à l'attitude de la C.G.T., qui a utilisé toute la semaine précédant la grève, à demander au personnel de « se déterminer service par service », alors même que les revendications déposées par les syndicats concernaient les salaires et les conditions de travail de tout le personnel.

Et dans les secteurs où la C.G.T. est implantée, elle a réussi à faire rester les employés au travail, quand la majorité n'était pas pour la grève. C'est ainsi qu'au « Portefeuille-Banque », où sur 150 votants (y compris les gradés et cadres qui sont contre la grève), 50 employés se sont prononcés pour faire 24 heures, la C.G.T. leur a donné la consigne de ne pas sortir.

Mais la C.G.T. n'a pu réaliser ses « mauvais coups » partout. D'abord parce que de nombreux services étaient majoritairement pour la grève, et ensuite parce que les consignes données par F.O. et la C.F.D.T. : « grève de 24 heures pour toute l'entreprise » ont été suivies par une partie du personnel.

Vendredi matin, les militants de F.O. et de la C.F.D.T. ont fait, devant cinq portes de l'entreprise, des piquets de grève qui tentaient de discuter avec les non-grévistes. F.O. diffusait en même temps un tract demandant à ceux qui hésitaient encore de rejoindre les grévistes. Deux ou trois personnes acceptèrent de ne pas rentrer dans leurs services, d'autres s'excusaient en disant qu'elles étaient soit auxiliaires, soit intérimaires et risquaient leur place. Nombreux étaient ceux qui n'osaient pas regarder les militants en face.

Quant à la C.G.T., elle brillait par son absence !

En tout cas, au lendemain de cette grève, le problème est de continuer l'action si nous voulons aboutir ; pour cela, il faudra, non seulement convaincre encore de nombreux employés, mais surtout déjouer les nouvelles manœuvres que la C.G.T. nous prépare.

Correspondant L.O.

Troisième semaine de grève à la S.E.V. Motorola (Blois)

DEPUIS le 3 juin, plus de 200 travailleurs sur les 400 employés de la SEV Motorola à Blois sont en grève.

A l'origine du conflit : un coup de poing donné par un chef à une ouvrière, car d'après ce fier à bras, elle ne travaillait pas assez vite. Mais cette fois la coupe était pleine, d'autant que certains autres chefs ne se gênent pas pour insulter dans un langage ordurier hommes et femmes. Le lendemain, la majorité du personnel débraye ; et depuis, le mouvement se poursuit par la grève illimitée sur les revendications suivantes :

— Le respect de la personne.

— La parité des taux horaires sur ceux de la SEV d'Issy-les-Moulineaux.

— Pas de salaires mensuels inférieurs à 1.000 F.

— Paiement d'un 13e mois.

— Une prime de transport.

— Une heure d'information syndicale payée.

— Les 40 heures et la retraite à 60 ans.

— La possibilité pour les femmes d'accéder au poste de professionnelle.

La grève, c'est aussi parce que les travailleurs ne veulent plus supporter les conditions de travail inhumaines. Nombreux sont ceux qui ont dû suivre un traitement médical à cause de l'utilisation d'une colle (araldite) qui provoque une éruption de boutons, de l'eczéma sous les ongles et sur la peau. Tous ceux qui ont nettoyé la cuve à trichlore ont eu des malaises, car ils ont opéré ce travail moins d'une heure après la vidange.

Chaque jour, les grévistes se réunissent pour organiser leur activité : Pour faire connaître leur grève, ils ont rédigé et distribué des tracts en ville et à la porte des usines de Blois : SEV Marchal, Chocolaterie Poulain... Dès les premiers jours, par téléphone et par lettre, la C.G.T. de l'usine SEV d'Issy-les-Moulineaux a été prévenue. Mais celle-ci ne s'est décidée à faire une affiche d'information qu'au bout d'une semaine. Pour faire appel à la solidarité, des collectes sont organisées aux portes des usines. Les paysans de la région fournissent des vivres, ce qui permet au cuistot de préparer des repas à 2 F. A Issy-les-Moulineaux, la C.G.T. et la C.F.D.T. qui leur avaient promis d'organiser une collecte immédiatement, ne s'y sont résolues qu'au bout de 15 jours.

La section C.G.T. de Motorola, relativement récente, avait regroupé plus de 200 syndiqués en 6 mois grâce à l'impulsion de jeunes délégués dynamiques.

La grève se prolonge dans une bonne ambiance. C'est la première vraie grève dans l'entreprise, et c'est un premier acquis que des liens se soient créés qui n'existaient pas auparavant.

Correspondant L.O.

VERRERIE DOMEC (Bordeaux) :

Les syndicats sabotent la lutte

JEUDI 3 juin, nous écrivions que les travailleurs de Domec, au bout de près d'un mois de lutte et 10 jours de lock-out avaient enfin décidé, malgré les réticences des syndicats, d'occuper l'usine. C'était le seul moyen de faire céder le patron.

Eh bien, cette offensive des travailleurs n'aura pas duré longtemps. En effet, elle fut brisée 4 jours plus tard par les syndicats.

Cette mesure d'occupation, les syndicats ne l'avaient acceptée qu'à contre-cœur. Occuper, n'est-ce pas, on ne sait jamais jusqu'où ça peut aller. Pourtant les travailleurs avaient le moral et toute la nuit de vendredi, les guitares des camarades espagnols avaient joué du flamenco. Inutile de dire que l'ambiance était chaleureuse !

Pourtant le samedi matin, à la fin d'une manifestation devant la mairie le délégué principal avait déconseillé d'occuper pendant le week-end. Inutile donc de dire que l'organisation de l'occupation était le dernier des soucis des syndicats pendant ces quatre jours.

Aussi, devant cette carence, l'occupation durant le week-end ne fut le fait que de vingt à trente camarades, des Espagnols ou des jeunes pour la plupart. S'ils gardaient tous le moral ils se sentaient malgré tout isolés.

l'intervention du secrétaire de l'U.D. C.G.T. à l'usine... et ses conséquences...

Mais le lundi matin, à l'assemblée générale, nous étions près de 200. A ce moment-là, si les syndicats l'avaient voulu, l'occupation aurait pu être organisée sur des bases plus fortes.

Pourtant, ce fut le contraire qui se passa.

A cette assemblée, Juste, secrétaire de l'UD-CGT et... responsable pour le PCF des cellules Domec du parti, avec le concours de quelques responsables syndicaux **imposait aux travailleurs de cesser l'occupation de l'usine.**

Entre temps, le patron était-il revenu sur ses positions à l'égard des licenciés, avait-il reculé sur les revendications ? Rien de tout cela. Simplement la Direction a fait constater par huissier l'occupation, a menacé d'appeler la police, a pris les noms des délégués en cas de déprédations éventuelles. Cela a suffi pour que les délégués cèdent à ces pressions pourtant habituelles dans toute grève. Et ayant mis les ouvriers à la porte plus ou moins doucement, ils appelèrent à une réunion pour le lendemain.

Dans la presse ils expliquèrent leur position ainsi : **« Lundi matin, les délégués ont eu une entrevue avec la Direction. Ils se sont heurtés à un refus total pour la réintégration des licenciés et finalement, ont été littéralement mis à la porte du bureau... Dans un souci d'apaisement, le personnel a décidé d'évacuer l'entreprise »** (Sud-Ouest 8 juin).

A la réunion du mardi, les responsables syndicaux, et en particulier le même Juste, n'auront pas assez de mots pour jeter leur venin et leurs injures contre les gauchistes en général et **Lutte Ouvrière** en particulier. Puis dans un discours très ferme (après un mois de lutte !), ils enjoignirent aux travailleurs, le danger de l'occupation étant passé, de s'organiser et de commencer à faire des collectes sérieuses.

Toutes choses que les gauchistes ne cessaient de dire, mais eux, depuis le début du mouvement, et non pas un mois après le début de la lutte, quand le mouvement commençait à s'épuiser...

Depuis ce jour et jusqu'à aujourd'hui, la situation est la même : des réunions où moins d'une centaine de travailleurs sont présents et où le thème principal de discussion est **Lutte Ouvrière.** Là, les staliniens de la C.G.T. font assaut de calomnies : **« Payés par le patron, par la préfecture, voleurs de l'argent des collectes »** ; on en passe et des meilleures !... A propos des collectes, les syndicats ont d'ailleurs décidé, de leur propre chef, sans consulter les travailleurs bien entendu, de refuser les collectes faites en commun par **Lutte Ouvrière** et **la Ligue Communiste.**

Dans ces réunions on apprend les nouveaux cas de licenciements perpétrés par le patron qui a l'offensive et la garde. Et puis on a commencé à organiser les collectes, mais aussi les pétitions au préfet et au maire Chaban-Delmas !

D'ailleurs les syndicats ne se battent plus que pour la réintégration des licenciés. Les revendications du départ sur les salaires ont été abandonnées Mais cependant il faut préciser que les syndicats refusent maintenant de défendre le cas du premier licencié, celui du 10 mai, pour la réintégration duquel le mouvement a pourtant commencé. La raison ? Ce jeune travailleur est révolutionnaire et les syndicats lui interdisent même l'entrée des réunions et des assemblées générales, car disent-ils, depuis qu'il est licencié, il est extérieur à l'entreprise !

Depuis le 15 juin, tout le personnel lock-outé a repris le travail avec la bénédiction des syndicats qui ont toujours **« maintenu la distinction entre grévistes et lock-outés »** et qui les ont encouragé à reprendre le travail sous prétexte que **« cela ferait perdre de l'argent au patron ».**

Seul reste donc actuellement en grève le Four. Mais comme les syndicats n'ont pas jugé bon de constituer des piquets de grève, la moitié d'un quart environ travaille là aussi.

Le seul espoir des syndicats à l'heure actuelle c'est que le patron va lâcher sur les licenciements, ce qui leur permettrait de rentrer en chantant victoire.

Si les travailleurs du Four ne faiblissent pas, ils peuvent certainement encore obliger le patron à revenir sur ses décisions de licenciements. Leur détermination — si elle n'avait pas été contrariée par les dirigeants syndicaux — leur permettait pourtant d'espérer arracher beaucoup plus.

Correspondant L.O.

La sortie de l'usine de Billancourt. (Ph. L.O.)

UN TRAVAILLEUR POIGNARDÉ A LA RÉGIE RENAULT

QUI SEME LE VENT...

MARDI 15 juin au soir, place Nationale, un incident grave a permis à la C.G.T. et au P.C.F. de relancer leur campagne anti-gauchiste. Alors qu'un groupe de jeunes travailleurs collait des affiches près de la place, l'un d'eux a été blessé d'un coup de couteau par un travailleur arabe, sympathisant maoïste, à la suite d'une altercation.

Ce geste est regrettable et l'ensemble des groupes révolutionnaires l'a désapprouvé. La C.G.T. elle, n'a pas manqué de sauter sur l'occasion pour exploiter l'incident d'autant que le travailleur blessé était un syndicaliste honnête et bien estimé de ses camarades.

Le PCF et la CGT ont donc sorti des tracts incendiaires, parlant d'une « lâche agression » **et amalgamant les pillages du Quartier Latin et le coup de couteau place Nationale, affirmant que c'en est assez** « de ces provocateurs, voleurs, pillards, bandits selon l'heure et le lieu ». « La mansuétude de Marcellin à leur égard doit être démasquée ».

C'est tellement ridicule et cela paraît si visiblement comme une tentative d'exploiter un incident que cela n'a pas pris. Les travailleurs désapprouvent le geste de mardi soir, mais ils savent que le climat de terreur, de violence, ce sont les gros bras de la CGT qui l'ont instauré dans l'usine et autour de l'usine. Et si les militants révolutionnaires ont su garder leur sang-froid devant toutes les provocations, il arrive comme mardi soir que des travailleurs, excédés, perdent le leur et en viennent à de tels actes.

La CGT de la Régie qui a eu quelque mal à faire accepter à un grand nombre de ses militants la manière dont elle a mené la grève, a tenté de les ressouder à cette occasion et de rattraper une partie du terrain perdu en dressant les travailleurs contre les gauchistes. Elle en a été pour ses frais.

Et c'est pour cela que les travailleurs ont manifesté avec leurs pieds en refusant de participer au grand cinéma anti-gauchiste organisé par la CGT. Au meeting appelé place Nationale par la CGT, il y avait en tout 300 personnes c'est-à-dire tout juste l'appareil du PC et quelques curieux.

BOURGEOIS (Besançon)

Les problèmes ne sont pas résolus la lutte continue...

Nous relations dans les précédents numéros, la lutte des travailleurs de cette entreprise (découpage de précision) employant environ 500 travailleurs à Besançon.

APRES trois semaines de grève avec occupation, les problèmes restent entiers. Pour les salaires, le taux de base n'a pas changé ; en fait, ils restent inférieurs pour certains aux 4,30 F promis. Pour arriver à ce taux, Bourgeois donne des primes compensatrices en tout genre, espérant pouvoir les supprimer à sa guise lorsque les esprits seront calmés.

La prime d'ancienneté, à titre d'exemple, est ridicule. Pour vingt ans d'ancienneté, certains travailleurs se voient attribuer la somme royale de 7,48 F, Bourgeois montrant là encore combien il se moque des travailleurs. Les problèmes d'hygiène et de sécurité sont complètement laissés de côté.

Et, pour faire face aux retards pris suite à la grève, on nous demande aimablement de venir passer huit jours de vacances à l'ombre... des ateliers pour rattraper le temps et l'argent perdus par le patron. Autant dire que le succès de ce club de vacances d'un style nouveau est plutôt mince.

Malgré tout, la combativité des travailleurs n'est pas entamée, ceux-ci ayant pris conscience de la force qu'ils représentaient, se serrant les coudes, tous unis dans la lutte face aux tentatives de division du patron et de ses marionnettes.

Dès le jour de la reprise (mardi 25 mai), des débrayages avaient lieu dans l'usine, les travailleurs montrant que, malgré les conditions de reprise peu satisfaisantes, ils n'étaient pas démoralisés et que rien n'était réglé pour eux.

A LA MECANIQUE et aux Presses, le mardi 25, les discussions animées allaient bon train dans l'atelier quand on apprit que le patron revenait sur la décision de payer une prime de reprise (d'ailleurs peu élevée) de 100 F pour les trois semaines de grève.

L'après-midi, un débrayage d'une heure avait lieu pour obtenir la prime, la Mécanique s'arrêtant à 100 % et les Presses environ à 50 % seulement, le chef de la Mécanique empêchant ceux qui avaient débrayé d'aller faire débrayer le deuxième atelier des Presses.

A L'ENTRETIEN, toujours le mardi 25, un débrayage avait lieu avec la Mécanique et les Presses, sur le problème de la prime de reprise. Mercredi, les travailleurs étant avertis qu'une femme du Montage avait été mutée sur un poste qu'elle ne connaissait pas, alors qu'elle était absente, débrayent à 100 % pour obtenir sa réintégration immédiate à son poste. Devant l'unanimité et la résolution des travailleurs, la réintégration fut rapide, le chef de l'Entretien faisant pression sur le chef du Montage pour que cela ne dégénère pas.

AU MONTAGE, secteur des plus combatifs, où travaillent presque uniquement des femmes (dont un petit groupe avait déjà prouvé sa fermeté pendant la grève), un débrayage d'une heure avait lieu le mardi 25 pour obtenir le paiement du lundi 24 (promis dans le protocole de reprise) ainsi que la prime de reprise. Le chef de cet atelier, fidèle larbin du patron, en fut complètement paniqué et on put le voir courir dans tous les sens à travers l'atelier pour essayer de calmer l'ambiance chaude qui y règnait.

Après ce débrayage, elles reprennent à la cadence mini imposée, jusqu'à la fin de la semaine, obtenant une augmentation de 0,20 F de l'heure, refusant de faire du boni parce qu'il remplit encore plus les poches du patron. (Elles n'avaient pas été touchées par l'augmentation obtenue par la grève, car cette augmentation correspondait en fait aux primes de production.)

Le vendredi soir, le chef du Montage, désespéré de voir que les ouvrières étaient résolues à obtenir satisfaction, incapable de les calmer malgré son ardeur à la tâche, on fit appel au chef des Presses qui promit l'affichage rapide de l'augmentation. Quinze jours après, l'affiche n'étant pas encore en vue, les ouvrières, après avoir entraîné avec elles les hésitantes, envahissent le bureau du chef, avec menace de recommencer au rythme mini si elles n'obtenaient pas satisfaction (9 juin).

La prime de reprise avait été entre temps accordée.

Voilà quelques exemples les plus significatifs de l'ambiance qui règne dans l'entreprise maintenant. Mais les problèmes restent nombreux et, malgré cette combativité, le patron revient chaque jour sur ce qu'il a dit ou signé la veille, reniant sa propre signature.

Face à cela, l'information sur ce qui se passe dans l'entreprise, la coordination des luttes et des revendications sont indispensables, mais rares, et épisodiques.

La section CFDT, qui est toute nouvelle dans l'entreprise (les élections de délégués auront lieu le 18 juin si Bourgeois ne les reporte pas encore une fois) n'est pas en mesure d'assurer un travail efficace, d'autant plus qu'à l'UL on n'a pas l'air de se préoccuper tellement de la combativité des travailleurs et de leur volonté d'être informés avec régularité et précision.

Ceux qui ne peuvent aller aux réunions, syndiqués ou non, apprennent ce qui s'y dit par la vieille méthode peu efficace du « téléphone arabe » le plus souvent.

Encore une fois, ce n'est pourtant pas la volonté de faire aboutir leurs revendications qui manque aux travailleurs, ce n'est pas non plus la peur d'entrer en lutte qui les fait reculer, ils l'ont montré et le montrent chaque jour maintenant. Et c'est un fait nouveau dans l'entreprise, car pendant trois semaines d'occupation, ils ont compris que la lutte seule peut payer.

Correspondant L.O.

La riposte des travailleurs de Bourgeois : l'arrêt des machines (Ph. L.O.).

CHAUSSON (Gennevilliers)

La direction paye le lock-out et deux jours de grève

CHEZ Chausson, à Gennevilliers, 300 travailleurs R.U. (Renault Utilitaires : fabrication des carrosseries d'estafettes et de 4 L fourgonnettes) avaient déjà été lockoutés onze jours en mai, pendant la grève chez Renault. Ils avaient été indemnisés suivant les salaires, de 37 à 57 %.

Le problème vient de se reposer à propos d'une grève chez Brissonneau, à Creil, où sont peintes les carrosseries. Le jeudi 3 juin, à 17 heures, la Direction Chausson renvoie les 350 travailleurs de la R.U., en majorité immigrés, en les payant jusqu'à 18 heures.

Contre le lock-out...

Le vendredi 4 juin, à 11 h 30, on leur annonce qu'ils sont lockoutés jusqu'au mardi 8 heures. Ils seront indemnisés à environ 50 % du salaire moyen.

Lundi, plusieurs dizaines de lockoutés défilent dans les ateliers proches du leur pour protester.

Mardi matin, la Direction annonce qu'elle paie intégralement le vendredi après-midi et qu'elle donne 16 F pour le lundi.

Les travailleurs jugent cette proposition insuffisante et ne reprennent pas le travail. A ce moment, le lock-out étant terminé, ils sont en grève. Le matin, ils défilent de nouveau dans les ateliers ; le ton monte.

A 11 h 30, nouvelles propositions de la Direction : 45 F pour le lundi à condition que 8 heures soient récupérées le samedi suivant. Le délégué CGT est tout content de faire cette proposition à l'assemblée des ouvriers. Mais ceux-ci n'écoutent plus l'orateur, discutent entre eux, et refusent toute récupération. Ils réclament en plus le paiement de la matinée de grève du mardi.

... la grève...

L'après-midi, la grève continue à 100 %. Vers 16 heures, la Direction propose : 45 F pour le lundi sans récupération. Cela ne satisfait pas les ouvriers qui veulent que leur grève aussi soit payée.

Mercredi matin, la CGT et la CFDT organisent un débrayage de deux heures de toute l'usine G (plus de 1.500 ouvriers). Les travailleurs de la R.U., en défilant dans les ateliers, entraînent l'usine G, presque totalement, dans la grève.

A une réunion, à midi, la Direction ne cède pas. Mais une autre réunion est prévue l'après-midi à Asnières avec la Direction générale. A cette réunion, trois travailleurs se joignent aux délégués pour discuter avec la Direction.

Et la Direction, impressionnée par la combativité des travailleurs de la R.U., cède sur tout.

... une riposte payante !

Elle paie intégralement le vendredi après-midi et elle verse une indemnité forfaitaire de 150 F pour le lundi locksouté et pour le mardi et le mercredi de grève.

Ainsi, les OS des plus basses catégories n'ont rien perdu ; quant aux autres travailleurs, ils perdent très peu.

Jeudi matin, à la reprise du travail, le moral était bon !

Correspondant L.O.

DES BRISEURS DE GRÈVE DANS LE SYNDICAT DU LIVRE (C.G.T.)

VICTOR-MICHEL, Desfossés, Crété, ces trois imprimeries participent à la confection, en héliogravure, de *Télé 7 jours*. Victor-Michel tire la couverture et les pages de couleur, Desfossés et Crété le reste, en noir.

La sortie de ce périodique a semblé fort compromise la semaine dernière, puisque chez Victor-Michel et chez Desfossés, des débrayages de deux heures avaient été lancés par la C.G.T. aux rotatives-hélio pour des augmentations de salaire et des problèmes d'effectif.

Les travailleurs de chez Victor-Michel, las de débrayer quelques heures sans faire plier le patron, décidèrent, le 3 juin, de faire la grève pour de bon. La Direction répondit par le lock-out du personnel. Les rotativistes, eux, votèrent l'occupation.

Le Syndicat du Livre publia alors un communiqué pour appeler les autres entreprises à la solidarité. Il promit même de faire jouer la solidarité internationale. Jusque-là, rien que de très normal.

Mais, en fait de solidarité, chez Desfossés, dès le vendredi 4, les responsables C.G.T. entendent arrêter le mouvement en cours et annoncent une réunion avec la Direction pour le lendemain.

A cette réunion, la Direction propose 14 centimes d'augmentation pour les rotativistes contre l'acceptation de la suppression, sur chaque machine, d'un poste de receveur remplacé par un staker (recette automatique). Proposition que la C.G.T. va s'employer à faire accepter par les ouvriers. Cela sera fait le lundi par un vote à bulletin secret.

Le mardi 8, le travail reprend et on apprend, avec stupeur, que le Comité intersyndical du Livre C.G.T. a donné l'ordre de tirer la couverture de *Télé 7 Jours* en noir (au lieu de la couleur) qui est habituellement imprimée chez Victor-Michel, où les ouvriers rotativistes sont toujours en grève.

Comment cela s'est-il passé ? Le patron de *Télé 7 Jours*, M. Prouvost, avait demandé, la veille, à l'imprimerie Crété de Corbeil, de tirer cette fameuse couverture. Mais il avait essuyé un refus, les travailleurs et les sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T. s'y étant opposés.

Il devait rencontrer beaucoup plus de compréhension de la part du Comité intersyndical (C.G.T.) qui demandait, soi-disant pour éviter le lock-out, à ses syndiqués et aux autres travailleurs de Desfossés, de faire les jaunes.

Ces derniers ont été mis pratiquement devant le fait accompli et paralysés par un tel forfait. Seules des protestations individuelles et celles de la section C.F.D.T. ont essayé d'éviter le pire.

Mais on n'efface pas aussi facilement le poids, l'autorité (ne serait-ce que par l'ancienneté), d'une organisation comme le Syndicat du Livre, même si ses dirigeants prennent une décision infâme, même s'ils ont décidé de se conduire comme des briseurs de grève vis-à-vis des travailleurs de Victor-Michel. Et c'est de ce poids, de cette influence que ces forbans ont usé pour parvenir à leurs fins.

Télé 7 Jours est donc paru, malgré la grève. Prouvost et les patrons du Livre ont marqué là un point, grâce à leurs complices du Comité Intersyndical.

Correspondant L.O.

Remerciements

Comble de tout, alors que la C.G.T. de Desfossés a accepté de jouer les briseurs de grève du mouvement de chez Victor-Michel, le délégué syndical C.G.T. de cette dernière entreprise — alors que, rappelons-le, la C.G.T. était à l'origine du mouvement — a adressé à la C.G.T. de Desfossés une lettre de remerciements !

En voici le contenu :

Depuis le 11 mai, nous sommes en lutte pour nos revendications, face à la Direction de chez Victor-Michel, bien connue dans la profession.

Malgré de nombreuses discussions, plusieurs réunions en conciliation, aucune solution concrète n'a pu être obtenue.

La Direction de l'entreprise recherche visiblement l'épreuve de force en essayant notamment d'élargir le conflit à d'autres imprimeries tel que le déclare le Comité intersyndical.

La note diffusée par la Direction, le 7 juin, en témoigne puisqu'elle se permet de mettre en cause la solidarité dont nous sommes l'objet, et l'efficacité de notre organisation syndicale dans la conduite du mouvement.

Nous savons très bien les efforts que vous avez déployés pour déjouer la manœuvre patronale de nous entraîner dans un mouvement plus large, qui aurait détourné notre lutte, à la satisfaction des maîtres imprimeurs et « galmichards ».

Il n'est pour s'en convaincre, que de lire la note de la Direction du 7 juin et de voir qu'une fois de plus, les positions patronales et de certains « gauchistes » se rejoignent, comme par hasard.

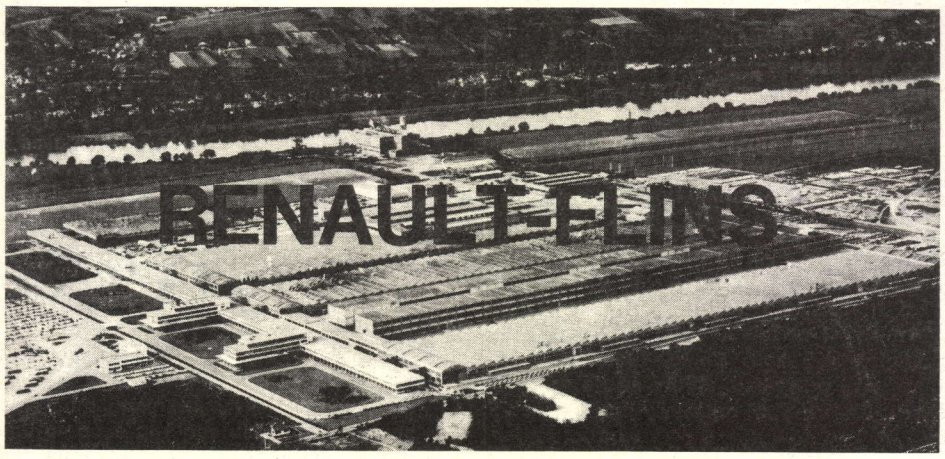
Le compromis que vous avez obtenu pour les rotos de chez Desfossés n'est pas la panacée, mais nous pensons que rien n'est définitivement réglé.

Nous vous demandons de bien vouloir transmettre à tous nos camarades rotos, à tous les délégués C.G.T. et aux travailleurs de chez Desfossés, toute notre gratitude et nos sentiments les plus fraternels.

La solidarité des travailleurs du Livre n'est pas un vain mot.

Le délégué syndical,

BAUDET.



La reprise au C.K.D.

DEPUIS la reprise, le travail ne cesse d'augmenter à l'usine Renault de Flins, et en particulier au CKD, qui est l'atelier de conditionnement et d'expédition des pièces pour les succursales Renault de l'étranger. La Direction, aidée par sa maîtrise, tente de nous faire récupérer le temps « perdu » pendant la grève. Un chef a même déclaré que ce retard allait bientôt être comblé.

Il en résulte que la pagaille qui règne habituellement dans cet atelier s'est multipliée à tel point que, aux « dossiers », le chef a dû faire arrêter l'arrivée des pièces. Et pourtant, le plus petit centimètre carré a été utilisé. Les containers de pièces, qui sont prévus pour être empilés par quatre au maximum le sont souvent par cinq ou même six : le souci de la Direction est, bien sûr, d'emmagasiner ses pièces. La sécurité des ouvriers passe après.

Bien sûr, dans cette ambiance, le travail est encore plus abrutissant qu'à l'ordinaire, en particulier celui des caristes qui n'ont souvent même pas la largeur de leur clark pour circuler dans les allées : ils doivent se faufiler entre la chaîne et les pièces empilées dans les allées, sans parler des planches qui, partout, jonchent le sol. Ils doivent aussi prendre garde de ne pas renverser les ouvriers qui peuvent déboucher à tout instant devant eux : il y a quinze jours, l'accident est arrivé : les fourches du clark ont heurté un ouvrier à la hauteur du thorax, mais, heureusement, il s'en est tiré avec quelques contusions sans gravité, alors que cela aurait pu lui coûter la vie. Comme toujours, en pareille circonstance, c'est le cariste que l'on a accusé d'inattention !

Il ne viendrait pas à l'idée de la Direction que la tension nerveuse et les conditions de travail qu'elle impose sont la véritable raison des accidents. La résistance humaine a ses limites, mais on semble l'ignorer, à la Régie. Il faut croire que celle-ci n'a tiré aucune leçon de la récente grève. Pourtant, si les O.S. du Mans sont entrés en lutte, et ont rencontré l'approbation de tous les ouvriers de la Régie, c'est que le mécontentement était, et reste, grand. Non seulement à cause des salaires, mais aussi pour les mauvaises conditions de travail, pour le véritable esclavage qu'on nous impose. En ne tenant aucun compte de ce mécontentement, en cherchant à réimposer les mêmes conditions, la Régie doit savoir ce qui l'attend.

Correspondant L.O.

VICKI BAUM

FEUILLETON

Le bois qui pleure

Le livre de Vicki Baum que nous publions en feuilleton n'est pas à proprement parler un roman, mais une suite de nouvelles, centrée chacune autour d'un épisode de la culture, de l'exploitation et de l'industrialisation du caoutchouc. En effet, « Le bois qui pleure » **est le nom que les Indiens d'Amérique, bien avant que l'Amérique ait été découverte, avaient donné à l'arbre à caoutchouc.**

Cette première nouvelle se déroule au Brésil. Le père Anselmus, missionnaire jésuite, est parti avec une équipe d'Indiens explorer les régions sauvages de la jungle amazonienne. Affamés, ils s'efforcent de rejoindre leur mission. Le prêtre a à ses côtés, un jeune Indien, Manuel, qu'il a recueilli et qu'il a élevé. Il rêve pour son protégé d'un bel avenir : en faire un prêtre comme lui.

(ÉDITIONS INTERPRESSE - COPYRIGHT HÉRITIERS VICKI BAUM)

— Et je ne veux pas porter de robe noire, conclut Manuel, je veux porter une robe teinte en rouge avec de l'urucu, comme celle du Saint Père de Rome.

Pater Anselmus poussa un soupir, en remerciant le ciel que la Sainte Eglise Romaine permit à ses serviteurs d'attirer les païens par des spectacles qui leur fussent agréables et compréhensibles. Cependant, de cette manière, on ne pouvait jamais savoir si leur conversion était sincère ou s'ils venaient à l'église comme ils seraient allés à leurs fêtes sauvages. Des fêtes qui commençaient innocemment par des aspersions à coups de seringues, et des éclats re rires, mais finissaient par des danses orgiaques, dans une frénisie épouvantable.

Une fois, une horrible fois, Manuel s'était enfui dans la forêt ; Manuel, le futur prêtre, avait regardé ces danses, tapé sur ces tambours et gesticulé en rond, avec de bruyants colliers de noix attachés à ses genoux et à ses chevilles, et chassé l'eau parfumée d'une seringue de gomme, comme un païen.

Pater Anselmus ne pouvait se rappeler cet événement sans être repris par la colère qu'il lui avait alors inspirée. Il ne s'était pas contenté de châtier l'enfant, mais s'était infligé à lui-même une longue pénitence. Il était cependant difficile d'oublier cette vision diabolique et, tandis qu'il questionnait Manuel, il ne pouvait s'empêcher de revoir son visage qui n'était pas celui d'un fils mortifié de l'Eglise, mais d'un païen rieur et dansant sans retenue.

Après sa guérison, Manuel se mit à grandir très rapidement, beaucoup trop vite, pensait quelquefois Pater Anselmus avec inquiétude. Sa voix mua, devint sourde et un autre garçonnet dut tenir le rôle de soprano à l'église. Dans la conduite du futur missionnaire un subtil changement se produisit aussi ; il devenait la proie d'une lassitude ou plutôt d'une sorte de mélancolie qui annonçait l'approche de la puberté, précoce dans ces pays tropicaux. Puis vint une période trouble et agitée. Le jeune garçon disparaissait des heures et des jours entiers, sans excuse, sans permission, sans explication. Et, chaque fois, Pater Anselmus, passait par des transes indescriptibles. Craignant que l'enfant ne fût attiré ou retenu dans quelque village des Tapuyos, peuplade d'Indiens sauvages et non convertis, il se lançait à sa recherche dans les profondeurs du matto, il ordonnait même aux anciens de tambouriner leurs horribles signaux pour interroger la forêt vierge. Quand Manuel revenait enfin, de son pas dégagé, Pater Anselmus le châtiait sévèrement : il l'obligeait à s'agenouiller sur le gravier, à réciter trente rosaires, des dizaines de chapelet aux différentes heures de la journée, après l'avoir fouetté avec la cordelière noueuse qui retenait sa robe. Manuel acceptait tout avec nonchalance et, deux jours après, recommençait. Pater Anselmus pensa alors que la patience et la douceur triompheraient peut-être là où la violence avait échoué. Il descendit le fleuve en canoë, s'arrêtant dans chaque îlot qu'il rencontrait, inspectant les plages environnantes. Il finit par découvrir Manuel, accroupi sur la rive, les genoux presque sous le menton. Le garçon tenait à la main une seringue de gomme et pompait l'eau d'une flaque de pluie qu'il faisait ensuite gicler en l'air, mais son visage avait une expression pensive que le Père ne lui avait jamais connue.

— Dieu soit avec toi, Manuel.

— Dieu soit avec vous, mon Père, répondit poliment l'enfant, lançant avec sa seringue un long et mince filet d'eau.

— Que fais-tu là, tout seul, pendant des heures, demanda Pater Anselmus, visiblement courroucé.

Qui aurait pu décrire son étonnement et sa joie quand Manuel lui répondit :

— Je pense, mon Père.

Manuel pensait, ce dont n'était capable aucun Indien de tout le bassin de l'Amazone, fût-il Omagua, Ariqueno ou Cocoma. Leurs dialectes mêmes ne comportaient pas un seul mot qui pût signifier « pensée » ou « pensant ». Or Manuel avait affirmé cette chose extraordinaire en latin : « cogito », car il avait la langue facile, un indéniable talent d'imitateur, et ses oreilles avaient très bonne mémoire. Il pouvait non seulement parler tous les dialectes indiens et se faire comprendre des oiseaux et des animaux de la forêt, mais encore, il avait su le portugais et le latin avant l'âge de cinq ans. Et cela aussi était un des miracles divins. Pater Anselmus s'assit dans le sable à côté de lui et, lui passant gentiment son bras autour du cou, dit avec un tremblement d'émotion dans la voix :

— Et à quoi pensais-tu, mon fils ?

— Que j'ai faim, mon Père, répondit Manuel, en recourant cette fois au dialecte enfantin de sa race.

— Mais ce n'est pas une pensée, Manuel, dit Pater Anselmus, refroidi par une légère déception. La faim est une réaction basse, commune, une réaction physique qui ne nous différencie pas des animaux. C'est la faculté de penser qui fait de nous des êtres humains et des enfants de Dieu. A quoi pensais-tu mon fils, dis-moi ?

— Je pense que j'ai chaud et que je veux nager dans la rivière.

Pater Anselmus attendit la suite, mais voyant que Manuel était retombé dans son silence rêveur, il reprit sa question :

— Est-ce là tout ce à quoi tu es capable de penser ?

— Je pense que les tortues sont en train de pondre leurs œufs dans le sable derrière ce rocher. Je pense que cette nuit, nous autres garçons, viendrons avec des torches et déterrerons les œufs et en extrairons l'huile. Je pense que ce sera bon.

— Et tu ne t'arrêtes jamais à des pensées de gratitude envers ton Créateur qui t'a conservé la vie dans ta grave maladie ? Et quand tu contemples ces beaux rivages tranquilles, tes pensées ne deviennent-elles pas une prière, mon fils ? hurlait Pater Anselmus, qui sentait monter en lui une vague d'impatience, mais aussi de ressentiment contre sa propre colère.

— « Shina chari » (Ainsi soit-il), dit poliment Manuel. Mais ce que je pense le plus fortement, c'est que j'ai faim.

Pater Anselmus abandonna ce discours ecclésiastique et reporta son attention sur la petite seringue que l'enfant tenait à la main. Manuel se pencha en avant, aspira un peu d'eau et l'envoya sur le dos d'un crapaud sylvestre qui s'éloigna, l'air vexé. Le prêtre l'observa avec déplaisir et méfiance.

— D'où as-tu ce jouet ?

— Je l'ai fait moi-même.

— Tu ne mens pas, Manuel ?

— Non, mon Père.

— Tu ne t'es pas rendu au village des Tapuyos, tu n'as pas regardé leurs danses, joué avec leurs tambours et demandé cette seringue ?

— Non, je l'ai faite moi-même.

— Et comment l'as-tu fabriquée ?

— J'ai fait une boule de terre sur laquelle j'ai laissé tomber les larmes du bois qui pleure et que j'ai ensuite séchée dans la fumée de la noix d'urucuri. Une fois sèche, j'ai brisé la terre qu'elle contenait et l'ai expulsée. Ensuite, j'ai fixé un petit bout de roseau dans le trou.

— Qui t'a appris à faire cela ?

— Je suis un Omagua, dit Manuel, comme si cela expliquait tout.

— Ecoute, Manuel, je n'aime pas que tu joues avec ces jouets païens. Je ne veux plus que tu en fabriques. Je veux que tu oublies que tu es un

Omagua, et te souviennes que tu es un chrétien. Maintenant, donne-moi cette seringue.

— Ainsi soit-il, mon Père, dit Manuel, d'un ton obéissant, mais légèrement déçu, et il tendit la petite bouteille de gomme.

Quand l'aube descendit, filtrant à travers les draps blancs du brouillard, Pater Anselmus se leva, dit une messe silencieuse et ajouta une prière particulière de gratitude et d'espoir pour la sécurité de leur retour. Quand, après trois jours exténuants de rame à contre-courant, lui et son équipage arrivèrent enfin au lieu qu'ils avaient laissé à l'état de mission, ils n'y trouvèrent que ruines et désolation. La main vengeresse de Dieu s'étendait lourdement sur les restes fumants de ce qui avait été Sao Gabriel. L'église et les gentilles petites maisons étaient brûlées, les jardins et les champs détruits, et rien ne subsistait, que l'odeur âcre de la fumée et du feu, et un indien blessé, auquel il restait juste assez de force pour raconter ce qui s'était passé et qui, ensuite, s'affaissa et rendit l'âme.

En l'absence du prêtre, des mineurs du Matto Grosso, d'immenses Portugais, avec de la poudre d'or plein leurs ceintures, étaient venus du campement lointain de Trocana, leur lieu de prospection sur la rivière Madeira, au sud des Amazones. Ils avaient apporté aux hommes des couteaux et des verroteries, et du linge d'Angleterre aux femmes, et, après les avoir endormis avec la promesse de richesses inouïes, de flots d'entêtante guarapa et de fêtes perpétuelles, ils étaient repartis avec toutes les brebis de Pater Anselmus. Pour comble de désastre, les Tapuyos sauvages avaient fait une autre apparition dans la mission désertée, et, par un esprit de vengeance ou de superstition, avaient arraché les habits de la statue de la Sainte Vierge et ensuite livré tout à l'incendie, au son des tambours, profanant la terre sacrée de leurs orgies frénétiques.

Debout au milieu des ruines, Pater Anselmus se remémorait les beautés d'antan, la paix et la tranquillité qui régnaient jadis en ces lieux, les après-midi où le fleuve était vivant de canoës, le retour des chasseurs et des pêcheurs, l'éclat des grandes fêtes, les semailles, les récoltes, le soleil qui enjambait l'unique fenêtre de la petite chapelle, au toit de chaume, et inscrivait un dessin sur le plancher, un dessin toujours le même, comme un visage aimé ; il se rappelait le silence de l'église quand il avait renvoyé les Indiens après la prière du matin, pour ne pas abuser de leur courte patience, les nombreuses, très nombreuses tombes le long des murs, l'odeur du papayer de sa maison et le parfum des fleurs de son jardin et, souvenir plus doux que tous les autres, la voix de Manuel quand il n'était encore qu'un petit garçon.

Ce n'est qu'en cette heure amère que le prêtre comprit son erreur. Il n'avait cessé d'agir envers Dieu comme un débiteur sans scrupules ; chaque année, il avait éludé sa promesse d'emmener Manuel à Para, inventant toujours de nouveaux prétextes, des alibis, des excuses pour n'avoir pas à remplir ses engagements. Pas encore, Seigneur, oh non ! pas encore... attendez que son esprit endormi s'éveille, qu'il sache écrire l'alphabet, attendez que nous ayons fait un nouveau toit de roseaux à l'église, attendez que le nouveau grand canoë pour le long voyage à Para soit terminé, attendez ceci, attendez cela, Seigneur, et ne vous montrez pas trop impatient. Mais la vraie raison de ces atermoiements, et que Pater Anselmus ne s'était jamais avouée à lui-même, était qu'il ne pouvait supporter l'idée de se séparer de ce garçon, que Manuel disparaissant, toute la joie et la saveur de son existence s'évanouiraient avec lui, car l'enfant était toute sa raison d'être. Que d'autres missionnaires réussissent des centaines de conversions, lui serait satisfait si, de cet unique Indien, il parvenait à faire un chrétien parfait.

Dieu avait chaque fois répondu à ses harangues, à ses plaidoyers et à ses excuses par de nouveaux avertissements. Il y avait eu d'abord des épidémies et toutes espèces de fléaux. Après quoi, les quelques survivants de la mission, découragés par de si cruelles calamités, avaient abandonné la chasse et les femmes la culture, les récoltes et la cuisine. La famine était venue, et après la famine, une inondation qui avait submergé la presqu'île sur laquelle était bâtie la mission, les habitants avaient dû s'enfuir pour sauver leur vie, tandis que leur église devenait la proie des eaux, et que leurs maisons, leurs champs et leurs jardins se transformaient en un torrent noir. Il avait fallu trouver un autre emplacement et se remettre à défricher, à planter et à construire. Un jour que la paroisse comptait soixante âmes à peine, elle avait été attaquée par les Tapuyos en quête de femmes. Seize des hommes de Sao Gabriel avaient été tués et toutes les femmes enlevées sauf deux. Si des difficultés avaient surgi, au début, à cause de la coutume païenne de la polygamie, chaque homme amenant quatre ou cinq femmes à l'église et expliquant qu'elles étaient toutes ses épouses légitimes, il ne restait plus à présent que deux femmes pour tous les hommes. C'était pour éviter que les mâles ne s'entretuent que Pater Anselmus avait résolu de s'enfoncer dans la forêt vierge à la recherche d'une population nouvelle. C'était aussi pour obéir à une lettre de son supérieur de Para, lui demandant de vérifier l'existence d'un passage direct par voie d'eau entre l'Orénoque et les Amazones et, incidemment, d'explorer la région du lac Parima aux sables d'or et de découvrir le village légendaire de Manaos avec ses toits dorés, et la statue d'or d'El Dorado.

Raisons suffisantes pour s'absenter longtemps, raisons valables, assurément. Mais Dieu ne paraissait pas de cet avis, qui avait jeté le trouble et la destruction dans la mission, comme s'il avait voulu punir le berger qui l'avait désertée. Tandis qu'il se tenait là, debout, respirant avec l'air enfumé l'amertume de l'échec et de la défaite, Pater Anselmus comprit tout à coup que le Créateur n'avait pas seulement châtié, mais qu'il avait souri. En poussant Manuel vers la forêt, ne lui avait-il pas conservé la vie alors que tous les autres Indiens de la mission avaient été tués ou enlevés ? Et pourquoi ce dernier miracle, si ce n'est qu'il réservait à Manuel de plus hautes destinées.

Pater Anselmus se réjouit à cette pensée qui ramenait la paix dans son âme affligée. Jamais les instructions divines n'avaient été plus claires. Ils iraient à Para. Il emmènerait Manuel, qui n'était plus un enfant, à Belém de Para et le confierait au Recteur de son Ordre. Dieu lui avait parlé et il avait entendu ses paroles et compris son dessein. Ce n'est pas Vous, Seigneur, qui vous êtes trompé tant de fois. Votre Volonté sera faite, dit enfin Pater Anselmus.

En quittant le Rio Negro, Pater Anselmus croyait n'avoir rien d'autre à signaler à son Supérieur qu'un échec et une défaite retentissants. Mais après un voyage de sept semaines, quand il débarqua à Para avec Manuel vêtu de ses plus beaux habits, et le chien Matisi sur les talons de Manuel, il avait repris espoir et confiance et arborait le port orgueilleux d'un homme dont les entreprises ont réussi.

Ce changement d'humeur était survenu à la suite d'une rencontre avec un voyageur français, auquel il avait servi d'interprète dans ses démêlés avec ses rameurs. Le Français reconnaissant l'avait alors invité à prendre place dans sa pirogue. C'était un homme d'un naturel très curieux qui, pendant toute la durée du voyage, assaillit le prêtre de questions en inscrivant gravement les réponses que ce dernier pouvait lui donner. Pater Anselmus, de son côté, était trop heureux de pouvoir renouer contact avec le monde civilisé pour s'inquiéter outre mesure des opinions de son interlocuteur. Peu importait qu'il fût de l'Académie des Sciences, cette institution douteuse, formée de toute la séquelle des ennemis de l'Eglise, — athées, propagateurs d'une prétendue lumière, Thomas incrédules et cyniques. Le Français était de compagnie agréable et Pater Anselmus savait se montrer large d'esprit.

(à suivre.)

Le syndicalisme en Grande-Bretagne

(de Monica Charlot · collection U 2)

IL existe fort peu de livres en langue française qui permettent de comprendre les problèmes du mouvement ouvrier anglais. La collection U2 chez Armand Colin vient d'éditer un petit livre « Le syndicalisme en Grande-Bretagne » **de Monica Charlot, qui permet de combler en partie cette lacune.**

Le livre est divisé en deux parties. La première partie est un bref historique depuis les origines du mouvement chartiste jusqu'à la grande dépression de 1929 et ses conséquences sur le mouvement ouvrier anglais. On voit ainsi naître les premiers syndicats dont le développement fut très anarchique. Des syndicats de métiers, mais aussi des syndicats d'industrie, qui deviendront à partir de 1868 le TUC — Trade Union Congress. Le TUC n'est pas une confédération comme la CGT en France, car dans le TUC chaque syndicat conserve sa propre indépendance.

Face au parti conservateur et au parti libéral, la classe ouvrière anglaise n'était politiquement pas représentée. Au congrès du TUC de 1889 une résolution visant à créer un organe d'action politique pour le TUC va amener la naissance du Parti travailliste « expérience originale d'un parti ouvrier directement fondé sur la puissance assise du mouvement syndical ». **Un certain nombre d'autres groupes du mouvement ouvrier, les Fabiens, la Social Democratic Federation et l'Independant Labour Party le rejoindront au congrès extraordinaire des 27 et 28 février 1900.**

Le rejet en 1902 de l'organisation marxiste, la Social Democratic Federation marquera le refus du marxisme et d'une politique révolutionnaire par le mouvement ouvrier anglais traditionnel. A partir de 1928 on laisse une place aux adhésions individuelles. De nos jours encore la majorité des adhésions sont d'origine syndicale. Des chiffres sont là pour nous le montrer : en 1968, 5.364.484 adhérents d'origine syndicale pour 700.856 adhésions individuelles et 21.285 par l'intermédiaire de sociétés diverses.

Peu avant la première guerre mondiale, Tom Mann essaya d'imposer un nouveau syndicalisme fondé sur la lutte des classes s'inspirant des IWW américains et de la CGT française alors marquée par le syndicalisme révolutionnaire. Ses efforts amènent la naissance de la triple alliance des mineurs, des cheminots et des transporteurs qui « s'engagent à coordonner leurs mouvements d'action en lançant simultanément leurs mots d'ordre de grève et en n'y mettant fin que d'un commun accord ». **La guerre vient interrompre ces initiatives et il faudra attendre les années 20 pour en mesurer le pouvoir réel.**

Pour le vendredi 15 avril 1921, le syndicat des mineurs avait appelé à la grève. Le gouvernement prépare l'état d'urgence. Finalement, à la suite d'un vote défavorable dans le syndicat des mineurs, la triple alliance décide de reporter la grève à quelques heures de son déclenchement. Ce fut la défaite par forfait. La classe ouvrière anglaise venait de connaître son vendredi noir.

Les dockers de Southampton durant la grève générale de 1926 (Ph. Viollet).

Les mineurs se rattraperont le vendredi 31 juillet 1925 — appelé vendredi rouge — en obligeant le gouvernement à accorder une subvention de 24.000.000 de livres qui évitera toute réduction de salaire. Cette menace pesait, en effet, sur les mineurs et avait été la cause de leur mobilisation.

En ce qui concerne la fameuse grève générale de 1926, si ce livre nous apprend des détails intéressants quant à son déroulement (édition d'une presse ouvrière quotidienne pour répondre à la presse gouvernementale par exemple), le rôle néfaste du comité anglo-russe n'y est guère mis en relief.

La deuxième partie du livre traite des problèmes actuels du syndicalisme anglais. Une analyse sociologique permet de donner une certaine idée du syndicalisme. Pour 40 % de syndiqués, apprend-on, par rapport à la population active il en est 12 % qui ne resteraient pas dans les syndicats s'ils pouvaient le faire sans perdre leur travail.

On peut également se faire une idée du rôle des délégués d'usine — shop-stewards — ainsi que de la relative indépendance laissée aux sections d'entreprise dans la mesure où les syndicats anglais contrôlent surtout les sections locales — branch. Quelques pages sont également consacrées à tracer rapidement les tentatives avortées du PC anglais pour noyauter les syndicats.

Monica Charlot souligne, certes, quelques traits importants du syndicalisme britannique.

Elle montre bien la lourdeur de l'appareil syndical, son caractère profondément oligarchique malgré l'apparente démocratie interne, ainsi que le seul véritable centre de l'activité syndicale : l'entreprise.

Mais, s'il apparaît clairement que les dirigeants syndicaux anglais sont encore plus réformistes qu'en France et mènent une politique de franche collaboration de classe, à aucun moment l'auteur ne donne une explication politique des phénomènes qu'elle analyse.

Qu'il s'agisse de la baisse d'activité militante parmi les syndicalistes, de l'éloignement grandissant des syndiqués par rapport au Parti travailliste ou de l'extrême morcellement des luttes, nous cherchons en vain une véritable analyse politique.

Monica Charlot ne raisonne d'ailleurs pas en termes de lutte de classe. Pour elle, le comportement de la classe ouvrière anglaise s'explique uniquement par « des bouleversements économiques et sociaux » tels que la mobilité géographique accrue ou la plus grande aisance matérielle des ouvriers anglais (?!)

Elle semble d'ailleurs nourrir de fortes illusions sur le sort des ouvriers anglais comme sur leur avenir qu'elle trace presque idyllique. Elle exagère autant le niveau de vie actuel de la classe ouvrière anglaise que son intérêt pour toutes les formes de « participation » et d' « intéressement ».

En fait, en voulant faire une description sociologique académique de « la nouvelle classe ouvrière », Monica Charlot donne certes des chiffres et des indications intéressantes, mais absolument aucune idée au lecteur de l'état d'esprit et du niveau de conscience des ouvriers anglais.

Paul DUVERT.

Lukacs joue la potiche au Congrès du Mouvement de la Paix à Paris.
Il a dû à sa souplesse d'échine et à de multiples autocritiques de passer au travers de toutes les épurations. (Ph. Viollet)

Georg Lukacs ou l'art d'être fidèle à tout le monde

GEORG LUKACS vient de mourir. Tout le monde lui rend hommage, des universitaires bourgeois jusqu'à André Wurmser qui, dans l'Humanité **chante un hymne à sa « vertu » principale : la fidélité. En effet, Georg Lukacs fait partie de cette catégorie très particulière d'intellectuels dont l'échine et la plume furent assez flexibles pour suivre tous les virages du stalinisme de 1924 à 1971.** « Cinquante ans de pensée marxiste dans la diversité et la constance », **titrait, le 7 juin dernier,** l'Humanité **sans la moindre trace d'ironie. Et il faut bien dire que c'est cette** « diversité » **dans la** « constance » **qui fait de Lukacs l'homme à tout le monde. Tous y trouvent leur compte : les idéologues bourgeois vénèrent en lui le super-théoricien du marxisme qui a « réconcilié » le marxisme avec la philosophie idéaliste ; les staliniens sont reconnaissants à l'intellectuel hongrois d'avoir justifié dans un langage « profond » et obscur les pires platitudes staliniennes à l'époque du** « réalisme socialiste », **pour réfuter et justifier tout aussi élégamment les « erreurs » de Staline après sa mort. Après tout, les staliniens n'ont guère eu l'occasion d'avoir à leur service des hommes cultivés, pénétrés de culture occidentale, maniant le concept avec autant de brio que les idéologues occidentaux. La lourdeur et l'infantilisme des plumes « théoriques » staliniennes n'avaient jusqu'alors attiré que dédain et sourires de la part de l'intelligentsia bourgeoise. Avec Lukacs, qu'ils revendiquent aujourd'hui pleinement, les staliniens peuvent enfin se vanter d'avoir un idéologue qui « présente » aussi bien que ses confrères bourgeois. On ne peut le taxer de matérialisme vulgaire et on admire sa culture et ses dons de critique littéraire. Mais il faut reconnaître qu'en matière de critique « marxiste » Lukacs fut beaucoup plus audacieux en ce qui concerne les œuvres classiques (Balzac, Goethe, etc...), qu'à l'égard de ses contemporains. C'est ainsi qu'il a réussi le tour de force de faire un livre entier sur Soljénitsyne farci de considérations formelles sur le rôle de la « nouvelle » et du roman, de longues paraphrases des textes, sans mentionner une seule fois que les écrits du grand romancier soviétique sont retirés de la circulation en U.R.S.S., sans faire une seule fois allusion à ses démêlés avec les bureaucrates. Soljénitsyne, il est vrai d'une autre trempe que G. Lukacs, sait assumer seul et dans des conditions autrement difficiles sa propre défense...**

D'AUTOCRITIQUE EN AUTOCRITIQUE

Tout le monde aujourd'hui célèbre chez Lukacs son « courage », **sa** « liberté de pensée », **ses** « audaces idéologiques », **sa** « fermeté » **qui, chez les staliniens, est synonyme de sa** « constance ». **Pour les philosophes bourgeois, Lukacs est presque une espèce de Galilée qui aurait démontré que la dialectique dans la nature n'existait pas** (« Histoire et conscience de classe) **mais l'aurait renié devant ses inquisiteurs. Et, comme l'explique l'un de ses préfaciers, un homme de la stature de Lukacs doit savoir ramper... Si c'est de ce courage-là dont il s'agit, en effet Lukacs en a plus que sa part. Et c'est sans doute ce qui permet à la bourgeoisie de faire de Lukacs, philosophe idéaliste, une espèce de héros déchiré.**

Jusqu'en 1914 Lukacs est un philosophe influencé par le néo-kantisme, la « phénoménologie » de Husserl alors très en vogue. En 1914, il revient à la philosophie de Hegel et commence à rédiger sa « théorie du roman » très inspirée des théories hégéliennes sur l'esthétique. En 1918, il entre au Parti communiste hongrois, est coopté au Comité central en 1919 puis est Commissaire du peuple à la Culture sous la République Hongroise des Conseils dirigée par Bela Kun. Après l'échec de la République des Conseils, réfugié à Vienne puis à Berlin, il écrit une série d'essais sur la dialectique qu'il rassemble sous le titre « Histoire et conscience de classe » **où il nie qu'il y ait une dialectique de la nature et où il théorise et formalise en l'idéalisant, au sens philosophique du terme, le rôle du prolétariat. Ce livre est condamné au cinquième congrès de l'Internationale Communiste par Zinoviev et Boukharine, puis dans la** Pravda **en juillet 24. Dès cette époque, Lukacs évite la polémique, ne défend pas ses théories, et il écrit un** « Lénine » **en évitant soigneusement d'aborder les sujets litigieux. Lénine est mort et cet hymne philosophique à sa gloire participe alors à la création de son mythe. Après d'autres attaques contre** « Histoire et conscience de classe », **il publie des autocritiques où il qualifie ses théories de** « mélange inorganique de la théorie de l'accumulation de Rosa Luxembourg et d'un activisme subjectif et ultra-gauche ». **Et Lukacs, en reconnaissant ses erreurs, reste au parti. Ce reniement lui vaut de pouvoir avoir fui l'Allemagne nazie. Pendant les plus sinistres années du stalinisme, Lukacs n'élève pas une seule fois la voix, et lorsqu'en 1945 la libération de la Hongrie lui permet d'y rentrer, il se conduit en parfait idéologue pro-stalinien. Attaqué une seconde fois pour « cosmopolitisme » lors du procès Rajk il s'empresse de faire une nouvelle autocritique. Il se cantonne alors dans des recherches littéraires et esthétiques en trouvant le moyen de soutenir les « travaux » linguistiques de Staline. Et d'autocritique en autocritique, il finit par faire une apologie complète de Staline dans son livre** « La destruction de la raison ».

Après la mort de Staline, comme beaucoup d'autres intellectuels, il se range du côté des communistes « nationaux » avec Imre Nagy. Et, le 27 octobre 1956, il redevient ministre chargé de l'Instruction publique. Mais, même à cette époque, Lukacs n'est certes pas à la pointe de la contestation et reste prudent.

C'est ainsi qu'il est contre le retrait de la Hongrie du pacte de Varsovie vivre et travailler à Moscou après contrairement à Imre Nagy et la quasi totalité des autres dirigeants. Après l'écrasement de l'insurrection hongroise par les troupes russes, il est transféré avec d'autres dirigeants en Roumanie. Lorsqu'en 1958 Imre Nagy et d'autres sont jugés et exécutés, Lukacs qui s'est vite fait pardonner son incartade de 56, n'est pas poursuivi. On lui permet, en 1960, de publier ses écrits à l'étranger. Il soutient ouvertement le régime et le parti qui le réintègre avec les honneurs en 1967. Dès lors, Georg Lukacs est un théoricien qui, en Hongrie, a pratiquement pignon sur rue.

Lors de sa mort le gouvernement hongrois a fait répandre dans la presse son éloge funèbre : décoré du prix Kossuth en 1948, académicien en 1949, Lukacs « le savant » a bien mérité les honneurs du parti... et de la patrie. Lui-même, d'ailleurs, avait déclaré peu avant sa mort que le parti suivait un bon chemin, et que « le fondement le plus important des doutes et des craintes était, de nos jours, en train de disparaître ».

La presse officielle hongroise passe allègrement sous silence les «erreurs» de 1956, mais il faut dire qu'il a su payer le prix du pardon qu'on lui a accordé.

Huguette CHEVIREAU.

1956 : les travailleurs hongrois contestent le pouvoir des bureaucrates.
Lukacs commit alors une incarte prudente... qu'il se fait vite pardonner. (Ph. A.F.P.)

Bela Kun, leader de la révolution hongroise de 1919, *fut stalinien. Ce qui ne l'empêcha pas de disparaître en* 1939, *victime de son maître.* (Ph. Viollet)

Cinéma

de Daniel Moosmann

BIRIBI

EN France, les films où l'on met en scène les gaîtés de l'escadron foisonnent. Il est de tradition de tourner en dérision la vie militaire, les stupidités du juteux et les délices de la corvée de chiottes.

Par contre, il est beaucoup moins fréquent de voir projetées à l'écran des œuvres « **qui portent atteinte à l'honneur et à la considération de l'armée française** ».

« Biribi », le film de Daniel Moosman, adaptation du récit autobiographique de Georges Darien, est une de celles-là, que la censure a laissé passer. Ce qu'elle raconte, c'est la vie quotidienne dans un bataillon disciplinaire d'Afrique à la fin du siècle dernier.

Le héros, comme Georges Darien lui-même, y est envoyé pour des peccadilles : des manquements répétés à l'appel, ou des insolences qu'il a déjà expiées par des jours et des jours de prison. Mais cela ne suffit pas : ces peccadilles révèlent la forte tête qui a besoin d'être matée. Quoi de mieux, donc, que de l'envoyer pour cinq ans casser des cailloux dans le sud tunisien ?

« **C'te putain de terre africaine !** », et surtout « **C'te putain d'armée française !** ». Là, elle apparaît sous son vrai jour : un ramassis de sadiques et de minables, qui agrémentent leurs hauts-faits de tirades à la gloire de la France, de la Famille et de la Religion.

De la vertu éducatrice des bataillons d'Afrique, parlons-en : ceux qui ne se suicident pas deviennent ou bien des révoltés, ou bien des larves humaines, voleurs ou assassins.

Daniel Moosmann a fait un beau film sans sombrer dans le commercial ou le clinquant.

Cette adaptation est très différente du récit autobiographique de Georges Darien mais sa portée n'en est pas moindre, au point d'arracher des cris d'indignation aux spectateurs dans la salle.

Et puis, il y a comme accompagnement, des chansons d'un vieil anarchiste, Maurice Vidalin, interprétées par Mouloudji. **Michelle VERDIER.**

La vallée perdue

de J. Clavell

NOUS sommes en 1618, dans une province du sud de l'Allemagne, au début de la guerre de 30 ans, qui ensanglanta l'Europe entière, la couvrit de ruines, la dévasta sans répit. Des princes de tous pays s'affrontaient et dans le choc de leurs boucliers se conquéraient et se perdaient des royaumes, se faisaient et se défaisaient des empires. Les soldats, fidèles tant que leur maître leur assurait par ses victoires une chance d'échapper au massacre général, s'employaient à piller, violer, tuer et brûler villes et villages des régions conquises. Les haines religieuses dressaient des armées entières au nom de Dieu pour aller massacrer les « hérétiques » voisins qui, eux aussi menés sous la bannière du Seigneur, s'acharnaient à dévaster des régions entières. C'est dans ce chaos qui légua à la masse paysanne misère, famine, deuils et épidémies que l'Europe allait sortir du moyen âge.

Ce que le metteur en scène nous livre dans la « Vallée perdue », c'est d'abord une image de ce monde d'apocalypse.

Le film se présente, en quelque sorte, comme une chronique de cette époque, doublée d'une parabole philosophique. Un instituteur fuyant les massacres, échoue dans une vallée miraculeusement protégée de la guerre par la montagne et une épaisse forêt. Dans cet îlot provisoire de paix vont s'affronter, dans une atmosphère perpétuellement tendue, des personnages qui brossent en raccourci, une fresque sociale de l'époque : riche villageois prince du lieu jusqu'à l'arrivée d'une horde de soldats qui, ayant suivi l'instituteur, découvrent à leur tour la vallée ; simples paysans sous l'emprise d'un prêtre fanatique ; capitaine des soldats, sans foi ni loi, d'une lucidité mordante qui n'épargne ni les princes, ni les prêtres, ni Dieu, ni le Diable dans ce moyen âge hanté de superstition ; enfin, l'instituteur, être falot, en proie à la terreur et déplacé dans cette vallée comme il est égaré dans ce monde en bouleversement, ne semble que constituer le lien vivant entre les différents tableaux de cette chronique.

Ce film dont on a peu parlé à sa sortie, malgré les vedettes qui en constituaient l'affiche : Michael Caine, Omar Sharif, pèche à certains moment par un schématisme quelquefois bien moralisant. Néanmoins, par les problèmes qu'il pose, par la mise à nu sans concession d'une époque mal connue, il vaut d'être vu.

L.P.

L'ORDRE DE M. MARCELLIN

(Ph. U.P.I.)

IL est possible de dire que les magistrats sont des lâches sans craindre aucune poursuite judiciaire. Il suffit de se nommer Tomasini. Il n'est pas davantage interdit de se livrer à une frénétique campagne raciste et xénophobe, d'exhorter la population à la violence. Il suffit de noircir les colonnes de Minute**. De même, on peut en toute quiétude transformer momentanément sa carte de policier en carte de journaliste, passer scrupuleusement à tabac un promeneur qui a le tort d'avoir une allure de gauchiste, porter, sous la foi du serment, des témoignages « erronés » qui amènent la condamnation d'un lycéen. Tout cela ne porte guère à conséquences. Il s'agit de bavures, comme il y en a immanquablement dans toute bonne démocratie qui se respecte.**

Et si vous n'en êtes pas convaincu, Monsieur Marcellin en personne se chargera de vous rappeler ces quelques vérités élémentaires : il faut respecter la police et s'imprégner de cette évidence ; les passages à tabac, les violences, faux témoignages, atteintes à la liberté d'expression ne sont rien d'autre que le fruit de l'imagination des fauteurs de désordres, des éternels conspirateurs qui ne pensent qu'à mettre la société à feu et à sang. Aussi faut-il les poursuivre et les punir. Des directives ont été données dans ce sens. Elles ont rapidement été suivies d'effets : Denis Langlois, l'auteur des « Dossiers Noirs de la police **» a été inculpé pour s'être, après bien d'autres, posé des questions sur le « suicide » de Thévenin et les violences policières dans les commissariats.** L'Idiot International **est poursuivi de nouveau, Jean-Paul Sartre est convoqué chez le juge pour des articles datant de près d'un an. Charles Michaloux, directeur de publication de** Rouge **est aussi inculpé et devra passer en jugement le 6 juillet. On lui reproche d'avoir accusé la police française de livrer des militants espagnols au régime franquiste, d'avoir parlé des affaires Thévenin et Augier et d'avoir évoqué, à propos du procès de Guiot, les témoignages « erronés » des policiers.**

Toutes ces inculpations, condamnations, tous ces procès s'intègrent dans une campagne lancée par le pouvoir qui vise à étouffer la liberté d'expression. Plus que jamais, il apparaît que la défense des militants condamnés et la protestation contre l'ordre moral de M. Marcellin, ne concerne pas uniquement les révolutionnaires. Elles doivent aussi être prises en charge par les organisations ouvrières, par tous ceux qui sont encore attachés à la liberté d'expression.

" Secours Rouge " et justice de classe

LE Tribunal populaire et démocratique *de Grenoble n'a pu se réunir. Ainsi en a décidé le préfet de l'Isère, interdisant la réunion à la suite des injonctions formulées successivement par Marcellin et son Garde des Sceaux, le sieur Pleven. A Clermont-Ferrand, de la même manière, a été annulé la séance du pseudo-tribunal qui devait juger « les véritables responsables » de la mort d'André Augier, ouvrier de chez Michelin, mort dans un commissariat de la ville.*

Qu'après les incidents de Grenoble où l'on a vu des commandos armés de l'extrême-droite s'en prendre sur le campus universitaire de Grenoble aux gauchistes, ceux-ci désirent connaître les responsables de la criminelle agression qui fit de nombreux blessés, rien de plus normal. Le « kidnapping » d'un étudiant sud-vietnamien connu pour ses sympathies au gouvernement de Thieu, a permis de connaître quelques-uns des participants au raid. A Clermont-Ferrand, la mort suspecte dans un commissariat d'un jeune ouvrier, père de famille, avait aussi de quoi éveiller des suspicions et fournir ample matière à une enquête serrée.

Car l'incurie et la partialité de la police, des tribunaux bourgeois, ne permettent guère le plus souvent de dévoiler les véritables faits, de rétablir la vérité, d'établir les culpabilités et de punir les véritables responsables. Combien d'assassinats froidement perpétrés par les patrons qui continuent sans gêne ni entrave à exploiter leurs ouvriers ont-ils été jugés ? Combien d'exactions perpétrées par des policiers certains de l'impunité restent secrètes dans l'ombre et la poussière des dossiers ou des commissariats ?

Cette nécessaire enquête menée dans plusieurs cas par les militants du Secours Rouge *ne justifie cependant pas leurs noms de « tribunaux populaires ». Comme le faisait remarquer un groupe d'étudiants pourtant fortement sympathisant de ce genre d'actions, il faut appeler les choses par leur nom, les commissions d'enquête, commissions d'enquête et non tribunaux populaires d'où la population reste absente et qui, de fait, se trouvent bien en peine de donner une suite logique à ces jugements.*

Les Pleven, Marcellin et consorts, qui ont réussi à interdire les réunions du Secours Rouge *érigé en « tribunaux populaires », ne doivent pas pour autant s'en estimer quittes. Si les jugements ne se prononceront pas de manière spectaculaire, si les procès-verbaux ne seront pas consignés dans une page du* Dauphiné Libéré, *les travailleurs de ce pays n'en oublieront pas pour autant les crimes commis par la police, par les patrons, et qui, tous, un jour ou l'autre, se retrouveront au banc des accusés.*

Nicole BLETTRY.

Une manifestation du Secours Rouge. (Photo L.O.)

La liberté de presse aux Antilles...

Depuis le jeudi 3 juin, le journal *Combat Ouvrier* est retenu à la douane de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) par les services de police Air-Frontière.

Ce journal est bloqué sans aucune raison, ni motif légaux et n'a même pas fait l'objet d'une saisie officielle. En fait, il s'agit pour la préfecture d'empêcher la vente en Guadeloupe de *Combat Ouvrier*, vendu pourtant en France, parce qu'il est un journal ouvrier révolutionnaire et qui milite non seulement pour l'émancipation des Antilles, mais aussi pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire.

On voit donc que le peu de liberté que le gouvernement colonialiste français accorde au peuple de la métropole impérialiste, n'est même pas accordé aux Antilles.

Dès lors, un comité de soutien à *Combat Ouvrier* a été constitué à Pointe-à-Pitre pour exiger la libération du journal.

Encore une fois, la liberté de presse est bafouée, la liberté d'expression, foulée aux pieds !